



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 8 NOVEMBRE 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3115

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 18 octobre 1902, de nommer M. Joseph Lord, sténographe, de Fraserville, percepteur du revenu de la province pour le district de Témiscouata.

3733

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du neuf octobre 1902, de nommer M. Edouard Honoré Bégin, notaire public, de la ville de Windsor Mills, greffier de la cour de magistrat dans et pour le comté de Richmond, à Windsor Mills.

3755

Proclamation

Canada,
Province de
Québec
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, seigneur de la Foi, Empereur des Indes.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 8th NOVEMBER, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday on each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3116

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th of October, 1902, to appoint Mr. Joseph Lord, stenographer, of Fraserville, revenue collector for the district of Temiscouata.

3734

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the nine of October, 1902, to appoint Mr. Edouard Honoré Bégin, notary public, of the town of Windsor Mills, clerk of the magistrate's court, in and for the county of Richmond, at Windsor Mills.

3756

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, assemblés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIX-HUITIÈME jour de NOVEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIX-HUITIÈME jour du mois de NOVEMBRE, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir de même de droit. CE À QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Cavalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUATRIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2779

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront revocqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj : 7278.

Wolf.

Lots 21 et 22, du 14^e rang, à Hubert Bouchard.
Lot 23, du 14^e rang, à Félix Paquette.
Lot 24, du 14^e rang, à Félix Paquette.

Adj. 7280.

Amherst.

Lot 3, du rang A, à André Giroux.
Lot 4, du rang A, à Thomas Racicot.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 5 novembre 1902.

3771

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and two, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY SEVENTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this FOURTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2780

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7278.

Wolf.

Lots 21 and 22, in 14th range, to Hubert Bouchard.
Lot 23, in 14th range, to Félix Paquette.
Lot 24, in 14th range, to Félix Paquette.

Adj. 7280.

Amherst.

Lot 3, in range A, to André Giroux.
Lot 4, in range A, to Thomas Racicot.

E. E. TACHE,
Deputy ministre.

Department of Lands,
Mines and Fisheries,
Québec, 5th November, 1902.

3772

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concessions, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7275.

*Stratford.*Lot 1, du 8^e rang, à Louis Côté *alias* Fréchette. Adj. 7276.*Stratford.*Lots 27, 28 et 29, du 3^e rang N. E., à Olivier Bégin.Lot 2, du 8^e rang, à Olivier BéginLot 3, du 8^e rang, à Didier Bégin.Lot 4, du 8^e rang, à I. Aimé St. Denis.

E. E. TACHÉ,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 3 novembre 1902.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concessions, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Malherbe.

Lot 60, du rang O., chemin de fer, à Delphis J. Marsan.

Lot 42, du 1^{er} rang, Lac des Commissaires, à D. Chamberlain.*Canton Parent.*Lot 20, du 2^e rang, à Epiph. Guilmette.Lot 72, du 4^e rang, à J. H. Commins.*Canton Normandin.*Lot 61, du 6^e rang, à A. Onés. Bellemare.*Canton Tadoussac.*

Rang Bergeronnes.

 $\frac{1}{2}$ S. O., du lot 12, à P. Desbiens. $\frac{1}{2}$ S. de $\frac{1}{2}$ S. O., du lot 13, à Ovide Vandal.*Canton Caron.*Lot 31, du 7^e rang, à Arth. Potvin.*Canton Demers.*1^{er} rang. $\frac{1}{2}$ S. O., du lot 51, à Aug. Thériault. $\frac{1}{2}$ N. E., du lot 51, à Ths. Thériault.*Canton Bois.*Lot 3, du 3^e rang, à Chs. Harding.*Seigneurie de Pabos.*Lot 32, du 3^e rang, à Gabriel Duguay.*Seigneurie de Batiscan.*

Lot 10, de la pointe du gouvernement, Saint-Tite, à Théoph. Trépanier.

*Canton Metgette N.*Lot 43, du 5^e rang, à Ferd. Boulanger.Lot 12, du 8^e rang, à Ant. Landry.Lots 1, 2, 3, du 9^e rang, à Geo. Rancourt.10^e rang.

Lot 47, à Alf. Lapointe.

Lot 48, à Hilarie Paradis.

Lot 55, à Cyr. Gilbert.

*Canton Langevin.*Lot 18, du 5^e rang, à Oaés. Morin.10^e rang. $\frac{1}{2}$ N. E., du lot 13, à Emile Cayouette. $\frac{1}{2}$ S. O., du lot 13, à Jos. Boniface.*Canton Cranbourne.*Lot 4, du 12^e rang, à Léger Loubier.Lot 25, du 14^e rang, à Jean Gagnon.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7275.

*Stratford.*Lot 1, in 8th range, to Louis Côté *alias* Fréchette. Adj. 7276.*Stratford.*

Lots 27, 28 and 29, in 3rd range N. E., to Olivier Bégin.

Lot 2, in 8th range, to Olivier Bégin.

Lot 3, in 8th range, to Didier Bégin.

Lot 4, in 8th range, to I. Aimé St. Denis.

E. E. TACHE,

Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 3rd November, 1902.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Malherbe.

Lot 60, of range W., railway, to Delphis J. Marsan.

Lot 42, of 1st range, Lac des Commissaires, to D. Chamberlain.

Township Parent.

Lot 20, of 2nd range, to Epiph. Guilmette.

Lot 72, of 4th range, to J. H. Commins.

Township Normandin.

Lot 61, of 6th range, to A. Onés. Bellemare.

Township Tadoussac.

Bergeronnes range.

S. W. $\frac{1}{2}$, of lot 12, to P. Desbiens.S. $\frac{1}{2}$ of S. W. $\frac{1}{2}$, of lot 13, to Ovide Vandal.*Township Caron.*

Lot 31, of 7th range, to Arth. Potvin.

Township Demers.

1st range.

S. W. $\frac{1}{2}$, of lot 51, to Aug. Thériault.N. E. $\frac{1}{2}$, of lot 51, to Ths. Thériault.*Township Bois.*

Lot 3, of 3rd range, to Chs. Harding.

Seignior of Pabos.

Lot 32, of 3rd range, to Gabriel Duguay.

Seignior of Batiscan.

Lot 10, of the government point, Saint Tite, to Théoph. Trépanier.

Township Metgette N.

Lot 43, of 5th range, to Ferd. Boulanger.

Lot 12, of 8th range, to Ant. Landry.

Lots 1, 2, 3, of 9th range, to Geo. Rancourt.

10th range.

Lot 47, to Alf. Lapointe.

Lot 48, to Hilaire Paradis.

Lot 55, to Cyr. Gilbert.

Township Langevin.

Lot 18, of 5th range, to Oaés. Morin.

10th range.

N. E. $\frac{1}{2}$, of lot 13, to Emile Cayouette.S. W. $\frac{1}{2}$, of lot 13, to Jos. Boniface.*Township Cranbourne.*

Lot 4, of 12th range, to Léger Loubier.

Lot 25, of 14th range, to Jean Gagnon.

Canton Ware.
5e rang.

Lot 24, à Jos. Nadeau.
 $\frac{1}{2}$ S. E., du lot 42, à Jos. Chabot.
 $\frac{1}{2}$ N. O., du lot 5, du 6e rang, à Athan. Bouchard.
 7e rang.
 $\frac{1}{2}$ S. E., du lot 21, à Et. Ruel.
 Lots 22, 23, à Jos. Chabot.
 Lot 24, à L. Godbout.
 Lot 39, à Cyr. Fortier.

Canton Cox.

1er rang, E. L. P.
 $\frac{1}{2}$ C., du lot 7, à Fab. Duguay, Is. Aspiros *et al.*
 $\frac{1}{2}$ O., de $\frac{1}{2}$ E., du lot 7, à Achille Parisée.
 $\frac{1}{2}$ E., de $\frac{1}{2}$ E., du lot 7, à Timothée Parisée.
 5e rang, E. L. P.
 Lot 6, à Hubert LeBlanc et Ls. Horth.
 $\frac{1}{2}$ O., du lot 7, à Hubert LeBlanc et Ls. Horth.
 $\frac{1}{2}$ E., du lot 7, à Ed. Berthelot.
 $\frac{1}{2}$ C., du lot 7, à Fab. Duguay, Is. Aspiros *et al.*
 2e rang, O. L. P.
 Lot 2, à Ph. Duguay.
 Lot 3, à Jos. Huard et P. Duguay.
 Lot 4, du 3e rang O. L. P., à P. Duguay et Jos. Huart.

Canton Hope.
2e rang.

$\frac{1}{2}$ O., du lot 6, à Fab. Duguay.
 $\frac{1}{2}$ E., du lot 6, à Eloi Joseph.
 3e rang S.
 Lot 48, à Mich. Horth, J. DeCamp.
 Lot 59, à Ls. Denis et J. Albert.
 Lot 49, du 4e rang, à W. Courbet.

Township Garnau.
Lot 11, du 3e rang, à Jos. Goudreau.

Canton Patton.
Lot 36, du 4e rang, à Théop. Dion.
Canton Montminy.
Lot 3, du 1er rang N. E., à Pamph. Ouellet.
Canton Armagh.
Lot 47, du 3e rang N. O., à Alex. Duchesneau.
Canton Fleuriau.
Lot 1, du 3e rang, à Ls. Lévesque.

Canton Fournier.
Rang A.

Lot 20, à Jos. Pellerin.
 Lot 21, à Georges Pellerin.
Canton Folette
 Lot 39, du 6e rang, à Raph. Vallières.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 8 novembre 1902. 3721

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES
TRAVAUX PUBLICS.

Ordonnance pour fermeture d'une route dans Saint-Félix de Valois.

Attendu que le conseil municipal de la paroisse de Saint-Félix de Valois, dans le comté de Joliette, a, le sixième jour du mois d'octobre 1902, passé une résolution demandant la fermeture d'une route traversant le deuxième rang du canton de Brandon dans la ligne et sur partie des lots numéros 644 et 645, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Félix de Valois, laquelle résolution a été déposée dans les archives du département de la Colonisation et des Travaux Publics, sous le numéro 1928 des lettres reçues pour l'année 1902.

Attendu que les documents transmis avec la dite résolution démontrent l'engagement de la corporation municipale de la dite paroisse de donner une autre voie de communication aux intéressés par l'ouverture d'un bout de route dans la ligne séparative du deuxième rang du canton de Brandon et de la seigneurie de Ramsay et d'un bout de chemin de front dans le troisième rang du canton de Brandon sur les lots numéros 655, 652, 653, 654 et 655, du cadastre officiel de la dite paroisse, pour relier les chemins existants.

Township Ware.
5th range.

Lot 24, to Jos. Nadeau.
 S. E. $\frac{1}{2}$, of lot 42, to Jos. Chabot.
 N. W. $\frac{1}{2}$, of lot 5, of 6th range, to Athan. Bouchard.
 7th range.
 S. E. $\frac{1}{2}$, of lot 21, to Et. Ruel.
 Lots 22, 23, to Jos. Chabot.
 Lot 24, to Ls. Godbout.
 Lot 39, to Cyr. Fortier.

Township Cox.

1st range, E. P. L.
 C. $\frac{1}{2}$, of lot 7, to Fab. Duguay, Is. Aspiros *et al.*
 W. $\frac{1}{2}$, of E. $\frac{1}{2}$, of lot 7, to Achille Parisée.
 E. $\frac{1}{2}$, of E. $\frac{1}{2}$, of lot 7, to Timothée Parisée.
 5th range, E. P. L.
 Lot 6, to Hubert LeBlanc and Ls. Horth.
 W. $\frac{1}{2}$, of lot 7, to Hubert LeBlanc and Ls. Horth.
 E. $\frac{1}{2}$, of lot 7, to Ed. Berthelot.
 C. $\frac{1}{2}$, of lot 7, to Fab. Duguay, Is. Aspiros *et al.*
 2nd range, W. P. L.
 Lot 2, to Ph. Duguay.
 Lot 3, to Jos. Huard and P. Duguay.
 Lot 4, in 3rd range, O. L. P., to P. Duguay and Jos. Huart.

Township Hope.
2nd range.

W. $\frac{1}{2}$, of lot 6, to Fab. Duguay.
 E. $\frac{1}{2}$, of lot 6, to Eloi Joseph.
 3rd range, S.
 Lot 48, to Mich. Horth, J. DeCamp.
 Lot 59, to Ls. Denis and J. Albert.
 Lot 49, of 4th range, to W. Courbet.

Township Garnau.
Lot 11, of 3rd range, to Jos. Goudreau.

Township Patton.
Lot 36, of 4th range, to Théop. Dion.
Township Montminy.
Lot 3, of 1st range N. E., to Pamph. Ouellet.
Township Armagh.
Lot 47, of 3rd range N. W., to Alex. Duchesneau.
Township Fleuriau.
Lot 1, of 3rd range, to Ls. Lévesque.

Township Fournier
Range A.

Lot 20, to Jos. Pellerin.
 Lot 21, to Georges Pellerin.
Township Folette
 Lot 39, of 6th range, to Raph. Vallières.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 8th November, 1902. 3722

DEPARTMENT OF COLONIZATION AND PUBLIC
WORKS.

Order for the closing of a road in Saint Félix de Valois.

Whereas the municipal council of the parish of Saint Félix de Valois, in the county of Joliette, on the sixth day of the month of October, 1902, passed a resolution asking for permission to close a by-road crossing the second range of the township of Brandon, and on part of lots numbers 644 and 645, of the official cadastre of the parish of Saint Félix de Valois, which resolution has been filed in the archives of the Department of Colonization and Public Works, under number 1928 of letters received for the year 1902.

Whereas the documents transmitted with the said resolution shew the agreement of the municipal corporation of the said parish to give another way of communication to the interested parties by opening from the end of a by-road in the line separating the second range of the township of Brandon and the seigniorie of Ramsay, and from the end of a front road in the third range of the township of Brandon, on lots numbers 265, 652, 654 and 655, of the official cadastre of the said parish, to connect the actual roads.

Attendu qu'en vertu de l'article 1717, section 9, chapitre 7, des statuts refondus de la province de Québec, tels qu'amendés par 1 Ed. VII, chapitre 8, cette route ne peut être fermée sans une ordonnance du Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, vu que des deniers du gouvernement ont été dépensés sur cette route.

En conséquence, pour me conformer au désir du conseil municipal de la paroisse de Saint-Félix de Valois, en ma qualité de Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, j'autorise la fermeture de la route ci-dessus mentionnée, et ordonne que les terrains qu'elle occupe retournent à son ou ses anciens propriétaires ou leurs successeurs.

LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation
et des Travaux Publics.

Québec, 6 novembre 1902.

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES TRAVAUX PUBLICS.

Ordonnance pour fermeture d'une route dans
Saint-Célestin.

Attendu que le conseil municipal de la paroisse de Saint-Célestin, dans le comté de Nicolet, a, le septième jour du mois de juillet 1902, passé une résolution demandant la fermeture d'une route partant du chemin de front entre le premier et le deuxième rang du canton d'Aston, passant dans la ligne entre les lots numéros 36 et 37, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Célestin, sur un parcours d'environ huit arpents, et de là traversant le lot numéro 36 jusqu'à la rivière Bécancour, laquelle résolution a été déposée dans les archives du département de la Colonisation et des Travaux Publics, sous le numéro 1838 des lettres reçues pour l'année 1902.

Attendu qu'en vertu de l'article 1717, section 9, chapitre 7, des Statuts refondus de la province de Québec, tels qu'amendés par 1 Ed. VII, chapitre 8, cette route ne peut être fermée sans une ordonnance du Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, vu que des deniers du gouvernement ont été dépensés sur cette route.

En conséquence, pour me conformer au désir du conseil municipal de la paroisse de Saint-Célestin, en ma qualité de Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, j'autorise la fermeture de la route ci-dessus mentionnée et ordonne que les terrains qu'elle occupe retournent à son ou ses anciens propriétaires ou leurs successeurs.

LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation
et des Travaux Publics.

Québec, 6 novembre 1902. 3769

Québec, 18 octobre 1902.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par George N. Fauteux, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Eustache, dans le comté des Deux Montagnes, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Zéphirin Nepveu, en son vivant notaire public, de Saint Eustache, comté des Deux Montagnes, en vertu des dispositions du code du notariat.

AMD. ROBITAILLE,
3553.3 Secrétaire provincial.

Avis public est par le présent donné que en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1902, incorporant John Fenderson, de Oswego, dans le comté de Tioga, dans l'Etat de New-York, marchand de bois ; Arthur Claude Dutton, de Springfield, dans l'Etat de Massachusetts, marchand de bois ; Thomas Cecil

Whereas in virtue of article 1717, section 9, chapter 7, title 4, of the revised statutes of the province of Quebec, as amended by 1 Ed. VII, chapter 8, this road cannot be closed without an order from the Minister of Colonization and Public Works, seeing that government moneys have been spent on the said road.

Wherefore, in compliance with the desire of the municipal council of the parish of Saint Félix de Valois, in my quality of Minister of Colonization and Public Works, I authorize the closing of the road herein mentioned, and order that the ground which it covers revert to its former proprietors or to their successors.

LOMER GOUIN,
Minister of Colonization
and Public Works.

Quebec, 6th November, 1902.

DEPARTEMENT OF COLONIZATION AND PUBLIC WORKS.

Order for the closing of a road in Saint Celistin.

Whereas the municipal council of the parish of Saint Celestin, in the county of Nicolet, on the seventh day of the month of July, 1902, passed a resolution asking for the closing of a by-road starting from the front road between the first and second ranges of the township of Aston, passing in the line between lots numbers 36 and 37, of the official cadastre of the parish of Saint Celestin, for a distance of about eight arpents, and from thence crossing lot number 36 to the river Bécancour, the said resolution having been filed in the archives of the department of Colonization and Public Works, under number 1838 of letters received for the year 1902.

Whereas there is reason to grant the said application, and whereas in virtue of article 1717, section 9, chapter 7, title 4, of the revised statutes of the province of Quebec, as amended by the 1st Ed. VII, chapter 8, this by-road cannot be closed without an order from the Minister of Colonization and Public Works, seeing that government moneys have been spent on the said by-road.

Wherefore, in compliance with the desire of the municipal council of the parish of Saint Célestin, in my quality of Minister of Colonization and Public Works, I authorize the closing of the said by-roads, and I order that the ground which it covers revert to its former proprietors or to their successors.

LOMER GOUIN,
Minister of Colonization
and Public Works.

Quebec, 6th November, 1902. 3770

Québec, 18th October, 1902.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor, by George N. Fauteux, esquire, notary public, residing and practising in the parish of Saint Eustache, county of Two Mountains, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Zéphirin Nepveu, in his lifetime notary public, of Saint Eustache, county of Two Mountains, in virtue of the provisions of the notarial code.

AMD. ROBITAILLE,
3554 Provincial secretary.

Public notice is hereby given that under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty ninth of October, 1902, incorporating John Fenderson, of Oswego, in the county of Tioga, in the State of New York, lumber merchant ; Arthur Claude Dutton, of Springfield, in the State of Massachusetts, lumber merchant ; Thomas Cecil Lebou-

Leboutilier, de la cité de Québec, teneur de livres ; Charles Walter Querée, de Sayabec, dans le comté de Rimouski, teneur de livres ; Fergus Murphy, de la cité de Québec, avocat, dans les buts suivants, savoir : acquérir des limites à bois, pouvoirs d'eau et autres propriétés, meubles et immeubles nécessaires ou utiles pour le commerce de bois ; de faire les affaires de commerce et manufacturer le bois dans toutes ses branches ; acquérir, construire et mettre en opération des moulins, quais, jetées, ouvrages hydrauliques, pouvoirs d'eau, travaux électriques, tramways, bateaux à vapeur, goélettes ou autres embarcations, et de manufacturer, employer ou vendre l'éclairage, le chauffage et le pouvoir artificiels ; louer et vendre des pouvoirs d'eau pour l'industrie, de l'éclairage et chauffage électriques et pour autres fins ; faire les affaires de marchands et commerçants en général, et acheter et vendre des objets, effets et marchandises, y compris des billots, bois de corde, bois de sciage, bois à bobine, bois de pulpe, pulpe et papier, et de les manufacturer sous le nom de "John Fenderson and Company", avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250), actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, le trente-unième jour d'octobre 1902.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

3735

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traversa, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition,

of the city of Quebec, book-keeper ; Charles Walter Querée, of Sayabec, in the county of Rimouski, book-keeper ; Fergus Murphy, of the city of Quebec, advocate, for the following purposes, viz : to acquire timber limits, water powers and other property real and personal necessary or useful for lumbering operations ; to carry on the business of lumbering and manufacture of lumber in all its branches ; to acquire, construct and operate mills, wharves, piers, water works, water powers, electric works, tramways, steamboats, schooner or other craft, and to manufacture, use or sell artificial light, heating and power ; to lease and sell water powers for electrical industry lighting, heating and other purposes ; to carry on business as general merchants and traders, and to buy and sell goods, wares and merchandises including saw logs, cord wood, sawn lumber, spool wood, pulp wood, pulp and paper, and to manufacture the same, under the name of "John Fenderson and Company", with a capital stock of twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirty first day of October, 1902.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary,

3736

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills

53.—All application for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; or the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall

seront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne peuvent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de sont déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des clercs en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3113

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoirs, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélève-

upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the inter a between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the House, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

3114

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of

ment d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres Permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires à l'Acte des clauses générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, une clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639, 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

2777

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

2778

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le bureau protestant des commissaires d'écoles de la cité de Sherbrooke, à emprunter une somme d'argent n'exécédant pas trente-cinq mille piastres (\$35,000.00), et à émettre des débetures à cette fin.

BROWN & MACDONALD,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, P. Q., 3 novembre 1902. 3727

AVIS.

Avis est par le présent donné que les soussignés s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation incorporant en ville le village d'Arthabaskaville, sous le nom d'Arthabaskaville.

Par ordre du conseil,

T. MAHEU,

Maire.

ADELARD PICHER,

Secrétaire-trésorier.

3753

Avis est par le présent donné par Georges Côté, de la paroisse de Saint-Paul de Chester, comté d'Arthabaska, qu'il présentera à la législature de Québec, lors de sa prochaine session, un bill à l'effet d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder la licence requise pour l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de l'art obstétrique dans cette province, sur présentation de son diplôme de docteur en médecine de l'Université Laval, de Montréal.

J. E. PERRAULT,

Procureur du requérant.

Arthabaskaville, 3 novembre 1902. 3767

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de confirmer les lettres patentes incorporant "The Montreal Stock Yards Company", augmenter le fonds social de la dite compagnie, étendre ses pouvoirs en rapport avec icelle; posséder des immeubles et bâtisses pour banques, hôtels, abattoirs, réfrigérateurs et pour autres fins, faire le commerce d'animaux vivants, volailles et céréales, l'opération des abattoirs et balances publiques, la collection des taxes de marché, l'émission de bons, et pour autres fins en rapport à l'opération et le maintien d'un abattoir et parc aux animaux en général.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 22 octobre 1902. 3631.3

The Sherbrooke Gas & Water Co. s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de changer le nom de la compagnie pour celui de The Sherbrooke Power, Light & Heat Co., et pour amender sa charte en obtenant l'autorisation d'augmenter le nombre des directeurs, et de donner aux directeurs le pouvoir d'émettre des débetures au montant de pas plus de la moitié du capital total de la compagnie.

CATE, WELLS & WHITE,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 6 octobre 1902. 3441.5

AVIS.

Messieurs Georges Derouzier, en religion frère Alexis de Barbezieux, vicaire provincial, Juste Guillot, en religion frère Albert de Pisani, et Clément Vigneaux, en religion frère Vital de Lonber-

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to authorize the board of protestant school commissioners of the city of Sherbrooke, to borrow a sum of money not to exceed thirty five thousand dollars (\$35,000.00), and to issue debentures therefor.

BROWN & MACDONALD,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, P. Q., 3rd Novembre, 1902. 3728

NOTICE.

Notice is hereby given that the undersigned will petition to Quebec legislature, at its next session, praying for an act of incorporation, to incorporate the village of Arthabaskaville as a town, under the name of Arthabaskaville.

By order of the council,

T. MAHEU,

Mayor.

ADELARD PICHER,

Secretary treasurer.

3754

Notice is hereby given that Georges Côté, of the parish of Saint Paul de Chester, county of Arthabaska, that he will present a bill to the Quebec legislature, at its next session, for the purpose of authorizing the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit him amongst its members and grant him the license required to practice medicine, surgery and midwifery in this province, on presenting his diploma as doctor in medicine from Laval University, Montreal.

J. E. PERRAULT,

Attorney for petitioner.

Arthabaskaville, 3rd November, 1902. 3768

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to confirm the letters patent incorporating The Montreal Stock Yards Company, to increase the capital stock of the said company, and to extend its powers in relation to; the owning of real estate and buildings for banking, hotel, abattoir, cold storage and other purposes, the dealing in live stock, poultry and cereals, the operation of abattoirs and public scales, the collection of market fees, the issuing of bonds, and for other purposes incidental to the operating and maintaining of an abattoir and stock yards generally.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Solicitors for applicants.

Montreal, 22nd October, 1902. 3632

The Sherbrooke Gas & Water Co. will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to change the name of the company to the The Sherbrooke Power, Light & Heat Co., and to amend its charter by obtaining authority to increase the number of directors, and to give the directors power to issue debentures to an amount not exceeding one-half the total capital of the company.

CATE, WELLS & WHITE,

Solicitors for the applicants.

Sherbrooke, 6th October, 1902. 3442

NOTICE

Messrs. Georges Derouzier, in religion frère Alexis de Barbezieux, provincial vicar, Juste Guillot, in religion frère Albert de Pisani, and Clément Vigneau, in religion frère Vital de Lonbersan, all

antous de Limoilou, demanderont à la législature Québec, durant sa prochaine session, à être constitués en corporation civile sous le nom de "Les Frères Mineurs Capucins de Québec," avec pouvoir d'établir dans cette province des juniorats, des noviciats et des scolasticats, de prendre charge de missions et de paroisses, d'acquies à ces fins des biens meubles et immeubles et d'exercer le ministère ecclésiastique en général.

H. A. TURCOTTE,
3487.5 Procureur et agent des requérants.

of Limoilou, will apply to the Quebec legislature, at its next session, to be incorporated civilly by the name of "Les Frères Mineurs Capucins de Québec", with power to establish in this province, establishments for youths, houses for novices and scholastic institutions, to take charge of missions and of parishes, to acquire real and personal property for these purposes and to exercise generally the ecclesiastical ministry.

H. A. TURCOTTE,
3488 Attorney and agent for petitioners.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*
No 113.

Dame Aurélie Benoit, de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Hector Lamarre, entrepreneur-maçon, du même lieu, a pris, ce jour, devant cette cour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

LUSSIER & GENDRON,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 25 octobre 1902. 3663.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2019.

Marie Louise Amyot, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Lebrun, épiciier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Charles Lebrun, épiciier, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse, ce jour.

P. R. GOYET,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 23 octobre 1902. 3667.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1237.

Dame Clara Moraglia, dûment autorisée, de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre René Ravaux, artiste, du même lieu.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 22 octobre 1902. 3607-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1909.

Dame Evelina *alias* Velina Riopel a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux, Henri Demers, des cité et district de Montréal, entrepreneur.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 9 octobre 1902. 3523-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Lizzie Joseph, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jacob Greenspoon, du même lieu, commerçant, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Jacob Greenspoon, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

JACOBS, PATTERSON & GARNEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 13 octobre 1902. 3563-3

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 113.

Dame Aurélie Benoit, of the parish of Notre-Dame de Bonsecours, district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Hector Lamarre, mason and contractor, of the same place, has, this day, before this court, taken an action in separation as to property against her said husband.

LUSSIER & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 25th October, 1902. 3664

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2019.

Marie Louise Amyot, of the city of Saint Henry, district of Montreal, wife common as to property of Charles Lebrun, grocer, duly authorized, Plaintiff ;

vs.

Charles Lebrun, grocer, of the city of Saint Henry, district of Montreal, Defendant.
An action for separation of property has been instituted by the plaintiff, this day.

P. R. GOYET,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 23rd October, 1902. 3668

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1237.

Dame Clara Moraglia, duly authorized, of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against René Ravaux, artist, of the same place.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys for plaintiff
Montreal, 22nd October, 1902. 3608

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1909.

Dame Evelina *alias* Velina Riopel has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Henri Demers, of the city and district of Montreal, contractor.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 9th October, 1902. 3524

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Lizzie Joseph, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jacob Greenspoon, of the same place, trader, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Jacob Greenspoon, Defendant.
An action in separation of property has, this day, been instituted against the defendant.

JACOBS, PATTERSON & GARNEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th October, 1902. 3564

Dame Alexina Gosselin, dûment autorisée, a pris, ce jour, devant la cour supérieure, district de Kamouraska, une action en séparation de biens contre son mari, Ernest Dickner, de la paroisse de Saint-Hubert, manufacturier.

RIOU & POTVIN,
Avocats de la demanderesse.
Fraserville, 12 septembre 1902. 3475-5

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Dame Elise Boulerice, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, épouse commune en biens de Modeste Gatien, journalier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari, devant la dite cour.

CHARLES BELANGER,
Avocat de la demanderesse.
Saint Jean, 8 octobre 1902. 3467-5

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 109.

Dame Alvina Auger, des cité et district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son époux, Trefflé Lemoine, commerçant et fromager, de la dite cité.

BLANCHET & CHICOINE,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 6 octobre 1902. 3465-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 280.

Dame Rose de Lima Pigeon, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, épouse de Michel Dupré, peintre, autrefois du même lieu, maintenant absent de cette province et de lieux inconnus,
Demanderesse ;

vs
Le dit Michel Dupré, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 26 septembre 1902.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
Procureurs de la demanderesse
Montréal, 7 octobre 1902. 3471-5

Je, soussigné, agent dûment nommé de George H. St. Pierre, un des candidats à l'élection pour le district électoral de Stanstead, tenue le 3e jour d'octobre courant, certifie par le présent que j'ai payé les comptes suivants pour dépenses légales de George H. St. Pierre, un des candidats à la dite élection.

Payé, J. B. LeBaron, de Hatley, loyer de salle.....	\$ 5 00
" Peoples' Telephone Co., salle de comité, Coaticook.....	5 00
" Bell Telephone Co., salle de comité, Coaticook.....	10 00
" Coaticook Observer, impression....	45 90
" E. W. Hay, divers.....	10 86
" Journal Printing Co., Rock Island.	18 00
" Sherbrooke Daily Record, impression.....	11 00
" Woodman & McKee, salle de comité, Coaticook.....	20 00
" Chas. Fox, commis, salle de comité, Coaticook.....	0 50
" T. M. Stanton, salle de comité, Coaticook.....	0 50
	<hr/>
	\$126 76

HECTOR VERRET.

OTIS SHURTLEFF,
Officier-rapporteur.
Coaticook, 31 octobre 1902. 3717

Dame Alexina Gosselin, duly authorized, has, this day, taken out an action before the superior court, district of Kamouraska, for separation of property against her husband, Ernest Dickner, of the parish of Saint Hubert, manufacturer.

RIOU & POTVIN,
Attorneys for plaintiff.
Fraserville, 12th September, 1902. 3476

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Dame Elise Boulerice, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, wife common as to property of Modeste Gatien, journey-man, of the same place, duly authorized to ester in justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, before the said court.

CHARLES BELANGER,
Attorney for plaintiff.
Saint Johns, 8th October, 1902. 3468

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 109.

Dame Alvina Auger, of the city and district of Saint Hyacinth, has, this day, instituted an action for separation of property from her husband, Trefflé Lemoine, trader and cheesemaker, of the said city.

BLANCHET & CHICOINE,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 6th October, 1902. 3466

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 280.

Dame Rose de Lima Pigeon, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester in justice, for the purposes hereof, wife of Michel Dupré, painter, heretofore of the same place, and now absent from this province and of parts unknown,
Plaintiff ;

vs
The said Michel Dupré, Defendant.
An action in separation from bed and board has been instituted in this cause, on the 26th September, 1902.

BEAUBIEN & LAMARCHE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 7th October, 1902. 3472

I, the undersigned, agent duly appointed as agent for George H. St. Pierre, one of the candidates in the election for the electoral district of Stanstead, held on the 3rd October instant, do hereby certify that I have paid the following accounts for legal expenses in behalf of George H. St. Pierre, one of the candidates in the said election.

Paid, J. B. LeBaron, of Hatley, rent of hall.....	\$ 5 00
" People's Telephone Co., committee room, Coaticook.....	5 00
" Bell Telephone Co., committee room, Coaticook.....	10 00
" Coaticook Observer, printing.....	45 90
" E. W. Hay, for sundries.....	10 86
" Journal Printing Co., Rock Island..	18 00
" Sherbrooke Daily Record, printing.	11 00
" Woodman & McKee, Coaticook, committee room.....	20 00
" Chas. Fox, clerk, Coaticook, committee room.....	0 50
" F. M. Stanton, clerk, Coaticook, committee room.....	0 50
	<hr/>
	\$ 126 76

HECTOR VERRET.

OTIS SHURTLEFF,
Returning-officer.
Coaticook, 31st October, 1902. 3718

Avis public est par le present donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Angélique, commencera à émettre des polices le vingt-quatre novembre courant (1902).

P. PICARD,
Secrétaire.

Papineauville, P. Q., 3 novembre 1902. 3731

Avis est par le présent donné que Charles Pink, cultivateur, du township de Hull, district d'Ottawa, présentera, le vingt-huit novembre prochain, à dix heures de l'avant-midi ou aussitôt après qu'il pourra être entendu, à la cour supérieure ou à un juge de cette cour siégeant dans et pour le district d'Ottawa, au palais de justice, en la cité de Hull, une requête aux fins d'obtenir une ordonnance enjoignant au registraire de la division d'enregistrement de Wright d'enregistrer :

1° Une vente à lui par John James Pink, son frère, devant N. Tétreau, notaire, le ou vers le 25 octobre 1882, de la moitié indivise du lot numéro douze A, du quatrième rang du dit township de Hull, enregistré le lendemain dans le bureau d'enregistrement du comté d'Ottawa.

2° Un certificat de quittance par le dit John James Pink, de la balance du prix de vente de la dite propriété passé dans l'Etat du Wisconsin, un des états-unis d'Amérique, devant témoins, le ou vers le quinze de juillet 1888, enregistré dans le même bureau, le ou vers le 18 janvier 1896 et faisant remonter ces enregistrements au seize octobre 1888 et 18 janvier 1896, respectivement.

N. TETREAU, N. P.

Hull, 25 octobre 1902. 3649.2

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "La compagnie minière des Cantons de l'Est" ou "Eastern Township Mining Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont comme suit : l'exploitation dans tous ses détails de l'industrie minière, le traitement du minerai au moyen des moulins, leur production et leur développement pour explorer, ouvrir, développer, exploiter, améliorer, maintenir et diriger les mines d'or, d'argent, de cuivre, de fer chromé et autres mines et pour acheter, acquérir et posséder tous les immeubles nécessaires à la dite exploitation, et convertir le minerai en produits de commerce employant pour cette fin la vapeur, pouvoir d'eau et tout autre pouvoir moteur, vendre les produits de mines dans la Puissance du Canada ou ailleurs, acquérir des terrains ou limites à bois, construire des maisons de pension ou autres, construire et mettre en opération des moulins, faire des affaires de marchands et commerçants en général, acheter et vendre des objets, effets et marchandises, y compris tous bois de commerce

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans la cité de Québec.

4° Le fonds social sera de un million de piastres, divisé en dix millions d'actions de dix centins chacune, avec pouvoir d'augmenter le capital.

5° Les requérants sont : Frédéric Barsalou, de Natick, état du Rhode-Island, exploitateur de mines ; Louis Harry Gaudry, marchand ; Louis Philippe Robitaille, imprimeur ; Henri Garneau, commis-voageur, et Joseph Albini Faucher, notaire, ces quatre derniers de Québec, lesquels seront tous les premiers directeurs de la compagnie. Les quatre derniers sont résidents en Canada et sujets anglais.

J. A. FAUCHER, Notaire,
Secrétaire.

Québec, 29 octobre 1902. 3711.2

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Sainte Angélique, will commence to issue policies on the twenty fourth day of November instant (1902).

P. PICARD,
Secretary.

Papineauville, P. Q., 3rd November, 1902. 3732

Notice is hereby given that Charles Pink, of the township of Hull, district of Ottawa, farmer, will, on the twenty eighth November next, at ten o'clock in the forenoon or so soon thereafter as he can be heard, present to the superior court or to one of the judges of the said court sitting in and for the district of Ottawa, at the court house, in the city of Hull, a petition to obtain an order to the registrar of the registration division of the county of Wright, to register :

1. A deed of sale to him by John James Pink, his brother, before N. Tétreau, notary, on or near the fifteenth day of October, 1882, of the undivided half of lot number twelve A, in the fourth range of the township of Hull, registered on the next day in the registry office for the county of Ottawa.

2. A certificate of discharge signed by the said John James Pink, of the balance of the purchase money of said property passed in the state of Wisconsin, one of the united states of America, in the presence of witnesses and duly authenticated on or about the fifteenth of July, 1888, registered in the said registry office on or about the eighteenth January, 1896, and dating back said registration on the sixteenth of October, 1888, and eighteenth January, 1896, respectively.

N. TETREAU, N. P.

Hull, 25th October, 1902. 3650

Public notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the great Seal.

1. The proposed name of the company will be : "La compagnie minière des Cantons de l'Est" or "Eastern Township Mining Company".

2. The purposes for which incorporation is sought are : the exploitation in all its details of the mining industry, the treatment of ores by means of mills, their production and development, to explore, open, develop, work, improve, maintain and manage gold, silver and copper, and chromed iron mines and other mines, and to buy, acquire and possess all the necessary property to the said working mines, and convert the minerals into commercial products, using for this purpose steam, water power or any other motive power, to sell the products of the mines in the Dominion of Canada or elsewhere, to acquire property or timber limits, to construct boarding houses or others, to construct and operate mills, to buy and sell goods, wares and merchandise, including all commercial timber.

3. The company's chief place of business will be in the city of Quebec.

4. The stock will be of one million dollars, divided into ten millions of shares of ten cents each, with power to increase the capital.

5. The petitioners are : Frédéric Barsalou, of Natick, state of Rhode-Island, manager of Mines ; Louis Harry Gaudry, merchant ; Louis Philippe Robitaille, printer ; Henri Garneau, commercial traveller ; Joseph Albini Faucher, notary, the four last named are from Quebec, all of whom are to be the first directors of the company. The four last are residing in Canada and british subject.

J. A. FAUCHER, Notary,
Secretary.

Québec, 29th October, 1902. 3712

AVIS

Avis est par le présent donné que conformément à la "Loi Corporative des compagnies à fonds social," les personnes ci-dessous mentionnées ont l'intention de s'adresser au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé.

1° Le nom social de la compagnie projetée sera "La Fonderie de Victoriaville."

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation de la compagnie est demandée est le commerce en général de mécanicien et de fondeur, la construction, l'exploitation, la vente et disposition sous quelque forme que ce soit de toutes machines ou machineries ou outillages quelconques, l'achat, l'exploitation et la vente de tous brevets d'inventions et de tous terrains, constructions, manufactures et outillages quelconques, vente et achats de bois de commerce quelconques jugés nécessaires ou avantageux à la poursuite des affaires de la compagnie.

Aussi le pouvoir de tenir magasin de ferronneries en général et vendre et acheter tout ce qui concerne cette ligne de marchandises.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans la ville de Victoriaville, dans le comté et district d'Arthabaska, dans la province de Québec.

4° Le chiffre projeté du fond social de la compagnie est de trente mille piastres, divisé en douze cents actions de vingt-cinq piastres chacune, avec autorisation d'augmenter à cinquante mille piastres.

5° Les noms en toutes lettres ainsi que la profession et adresse de chaque requérants sont : Thomas Buteau, mécanicien ; Alfred Proulx, fondeur ; Paul Tourigny, manufacturier et marchand ; Paul Lavigne, cultivateur et agent d'instruments aratoires ; Louis Lavergne, notaire ; Israël Montreuil, machiniste ; Louis Philippe de Courval, marchand et arpenteur. Messieurs Thomas Buteau, Alfred Proulx, Paul Tourigny et Paul Lavigne, étant tous résidents de la ville de Victoriaville ; Louis Lavergne et Louis Philippe de Courval, résidents à Arthabaskaville, M. Israël Montreuil, résident à Plessisville, les dites villes en Canada.

Les requérants devant être les premiers directeurs provisoires de la compagnie, lesquels sont tous sujets de Sa Majesté.

THOS. BUTEAU,
Procureur des requérants.

Victoriaville, 28 octobre 1902. 3683.2

AVIS

Avis est par le présent donné que conformément à la "Loi Corporative des compagnies à fonds social," les personnes ci-dessous nommées ont l'intention de s'adresser au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé.

1° Le nom social de la compagnie projetée sera "The Victoriaville Furniture Company."

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation de la compagnie est demandée, est de manufacturer, acheter et vendre des meubles de maisons, et toutes sortes d'autres articles en bois ; de bâtir, acheter et vendre des moulins à scie, acheter et vendre des limites à bois ; aussi d'acheter d'autres compagnies engagées dans le même genre d'industrie, et de pouvoir les vendre, aussi le pouvoir de s'amalgamer avec d'autres compagnies dans le même genre d'industrie.

3° Le siège principal de la compagnie sera dans la ville de Victoriaville, dans le comté et district d'Arthabaska, dans la province de Québec.

4° Le chiffre projeté du fonds social de la compagnie est de soixante mille piastres, avec autorisation d'augmenter à cent mille piastres, divisé en actions de cinquante piastres chacune.

NOTICE

Notice is hereby given that under the Joint Stock Companies Incorporation Act, the parties herein-after named intend to apply to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for letters patent under the great Seal, incorporating them and such other persons as may become shareholders, a body politic and corporate.

1. The name of the proposed company will be "La Fonderie de Victoriaville".

2. The object for which incorporation is sought is a general machine and foundry business, the construction, working, sale and disposing in any form whatever of all machines and machinery and apparatus, the purchase, working and sale of any patents of invention, and of any lands, buildings, manufactures and apparatus whatever, the sale and purchase of timber considered necessary and advantageous to carrying on the business of the company.

Also the power to keep a general hardware store, and to sell and buy all that relates to that line of merchandize.

3. The chief business place of the company will be in the town of Victoriaville, in the county and district of Arthabaska, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock of the company is thirty thousand dollars, divided into twelve hundred shares of twenty five dollars each, with power to increase it to fifty thousand dollars.

5. The full names and the calling and address of each of the petitioners are : Thomas Buteau, machinist ; Alfred Proulx, founder ; Paul Tourigny, manufacturer and merchant ; Paul Lavigne, farmer and agent for farming implements ; Louis Lavergne, notary ; Israel Montreuil, machinist ; Louis Philippe de Courval, merchant and surveyor ; Thomas Buteau, Alfred Proulx, Paul Tourigny and Paul Lavigne, being all residents of the town of Victoriaville ; Louis Lavergne and Louis Philippe de Courval, residents of Arthabaskaville, and Israel Montreuil, residing at Plessisville, the said towns in Canada.

The petitioners will be the interim directors of the company, who are all subjects to His Majesty.

THOS. BUTEAU,
Attorney for petitioners.

Victoriaville, 28th October, 1902. 3684.

NOTICE.

Notice is hereby given that under the joint stock companies' incorporation act, the persons herein-after named will apply to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for letters patent, under the great Seal, to constitute them and such other persons as may become shareholders a body politic and corporate.

1. The corporate name of the company is to be : "The Victoriaville Furniture Company."

2. The object for which incorporation is sought, is to manufacture, purchase and sell house furniture and all kinds of wooden articles ; to build, buy and sell saw mills, to buy and sell timber limits ; also to buy out other companies engaged in the same line of business, and power to sell them, also power to amalgamate with other companies in the same kind of business.

3. The company's chief place of business will be in the town of Victoriaville, in the county and district of Arthabaska, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the company's capital stock is sixty thousand dollars, with power to increase it one hundred thousand dollars, divided into shares of fifty dollars each.

5° Les noms en toutes lettres ainsi que la profession et adresse de chaque requérant, sont : Paul Tourigny, M. P. P., manufacturier et marchand ; Léon Maheu, épiciier ; Cyrias Thibault, ferblantier ; Auguste Bourbeau, journaliste, et Achille Marchand, gérant de banque, résidant tous dans la ville de Victoriaville, en Canada.

Les requérants devant être les premiers directeurs de la compagnie, lesquels sont tous sujets de Sa Majesté.

JOSEPH EDOUARD ALAIN,
Procureur des requérants.

Victoriaville, 28 octobre 1902. 3685.2

Avis est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau de la province, incorporant Harris Vineberg, manufacturier ; Dame Lily Goldberg, épouse séparée de biens du dit Harris Vineberg ; Libbie Vineberg, Eva Vineberg et Malca Vineberg, filles majeures, tous résidants dans la cité de Montréal ; Alan Judah Hart, commis, Claude Benjamin Hart, agent d'assurance, et Lewis Alexander Hart, notaire, tous trois résidants dans la ville de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, sous le nom de "The Hart Manufacturing Company, Limited," avec un fonds social de dix mille piastres, divisé en cent actions de cent piastres chacune, dans le but de manufacturer, acheter et vendre des habillements de toute sorte et d'acheter et vendre toute sorte de lainage, cotonnade, soirie et autres marchandises.

La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

Les dits Harris Vineberg, Alan Judah Hart et Lewis Alexander Hart, sont résidants en Canada et sujets de Sa Majesté, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

L. A. HART,
Notaire des requérants.

Montréal, 22 octobre 1902. 3639.2

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation, par lettres patentes, sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "La Compagnie Electrique de Lorette".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de développer, établir, acquérir, ériger, construire, étendre, entretenir, maintenir, exploiter, louer et transmettre des pouvoirs électriques, hydrauliques et autres, dans le but de fournir l'éclairage électrique et autre, la force motrice, le calorique, et de faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera à Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, en le comté de Québec.

4° Le fonds social sera de \$50,000.00 (cinquante mille piastres), divisé en cinq cents actions de cent piastres chacune.

5° Les requérants sont : Raoul Shehyn, commis ; George A. Cloutier, commerçant ; François Martel, meunier ; Joseph Martel, meunier, tous de la dite paroisse de Saint-Ambroise, et Réal Shehyn, de la ville de Trois-Rivières, employé civil.

Les requérants sont tous sujets de Sa Majesté, et résidant en Canada, et MM. Raoul Shehyn, George A. Cloutier et François Martel seront les premiers directeurs de la compagnie.

CYRILLE F. DELAGE,
Procureur des requérants.

Québec, 24 octobre 1902. 3675.2

5. The full names, profession and address of each petitioner is : Paul Tourigny, M. P. P., manufacturer and merchant ; Léon Maheu, grocer ; Cyrias Thibault, tinsmith ; Auguste Bourbeau, journalist, and Achille Marchand, bank manager, all residing in the town of Victoriaville, in Canada.

The petitioners will be the first directors of the company, and all are subjects of His Majesty.

JOSEPH EDOUARD ALAIN,
Attorney for petitioners.

Victoriaville, 28th October, 1902. 3686

Notice is hereby given that, under the joint-stock company's incorporation act, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor, for the issue of letters patent under the great Seal of the province, incorporating Harris Vineberg, manufacturer ; Dame Lily Goldberg, wife separated as to property of the said Harris Vineberg ; Libbie Vineberg, Eva Vineberg and Malca Vineberg, spinsters, all residing in the city of Montreal ; Alan Judah Hart, clerk, Claude Benjamin Hart, insurance agent, and Lewis Alexander Hart, notary, all three residing at the town of Saint Lambert, in the district of Montreal, by the name of "The Hart Manufacturing Company, Limited," with a total capital stock of ten thousand dollars, divided into one hundred shares of one hundred dollars each, for the purpose of manufacturing, buying and selling garments of all kinds, and of buying and selling all kinds of woollen, cotton, silk and other staple goods.

The chief place of business of the company will be at the city of Montreal.

The said Harris Vineberg, Alan Judah Hart and Lewis Alexander Hart, all of whom are residents in Canada, and subjects of His Majesty, will be the first directors of the company.

L. A. HART,
Notary for applicants.

Montreal, 22nd October, 1902. 3630

Canada,
Province of Québec,
District of Québec.

Notice is given that application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Québec, for a charter of incorporation, by letters patent, under the great Seal :

1. The proposed name of the company will be : "La Compagnie Electrique de Lorette".

2. The objects for which its incorporation is sought are : to develop, establish, acquire, erect, build, extend, keep, maintain, work, lease and transmit electric, hydraulic and other powers, for the purpose of furnishing electric and other light, motive power, heat, and to do everything connected with the purposes of the company.

3. The company's chief place of business will be at Saint Ambroise de la Jeune Lorette, in the county of Québec.

4. The capital stock will be \$50,000.00 (fifty thousand dollars), divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

5. The petitioners are : Raoul Shehyn, clerk ; George A. Cloutier, trader ; François Martel, miller ; Joseph Martel, miller, all of the said parish of Saint Ambroise, and Real Shehyn, of the town of Three Rivers, civil service employee.

The petitioners are all subjects of His Majesty and reside in Canada, and Messrs. Raoul Shehyn, George A. Cloutier and François Martel will be the first directors of the company.

CYRILLE F. DELAGE,
Attorney for petitioners.

Québec, 24th October, 1902. 3676

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, incorporant une compagnie dans les buts ci-après mentionnés, savoir:

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Bellevue Land Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont, d'acquérir des biens meubles et immeubles et propriétés immobilières dans la cité de Montréal et ailleurs, dans la province de Québec, et ériger et terminer des bâtisses sur icelles, les louer et les administrer, et les vendre ou en disposer autrement pour le bénéfice de la compagnie.

3° La place dans les limites de la province de Québec, choisie pour le principal bureau et la place d'affaires en général de la compagnie proposée sera à Montréal, dans le district de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$99,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 990, de \$100.00 chacune.

6° Les noms au long et résidence des requérants sont : Archibald W. Stevenson, de la cité de Montréal, comptable ; Archibald Woods, du même lieu, comptable ; William Busby Lambe, du même lieu, avocat ; Ernest Bolton, du même lieu, agent financier, et Homer Taylor, du même lieu, marchand.

7° Les requérants sont tous sujets anglais et résidant en Canada, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

MORRIS, HOLT & GAUDET,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 20 octobre 1902. 3575-3

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau :

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "The Montreal Chemical Product Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'exploiter, miner, fondre, réduire, travailler, manufacturer et vendre toutes sortes de produits chimiques, goudron, charbon de bois, substances métalliques et minérales, leurs compositions et produits, et en faire le commerce, acquérir, acheter, louer, posséder sous tout titre légal, toutes terres, droits de mines, limites à bois, meubles et immeubles et droits, pouvoirs d'eau et privilèges dans les pouvoirs d'eau, bâtisses, améliorations, matériaux, machines, droits de patentes, royautés, et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

4° Le fonds social sera de cent mille dollars, divisé en mille actions de cent piastres chacune.

5° Les requérants sont : Adolphe Brosseau, manufacturier ; Guillaume Boivin, négociant ; Jean Porcheron, commerçant ; Ephrem Brosseau, gentilhomme, tous quatre de la cité et du district de Montréal, et Cuthbert Alphonse Chênevert, avocat, de la ville de Berthier, district de Joliette.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté, et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

C. A. CHENEVERT,

Procureur des requérants.

Montréal, 7 octobre 1902. 3547-4

Public notice is hereby given that application will be made to His Honor, the Lieutenant Governor of the province of Quebec for letters patent of incorporation to incorporate a company for the purposes hereinafter set forth, namely :

1. The corporate name of the company will be "The Bellevue Land Company."

2. The objects for which incorporation is sought are : to acquire real and personal estate and immoveable property in the city of Montreal, and elsewhere in the province of Quebec, and to erect and finish buildings thereon, and to rent and administer the same and to sell the same and otherwise deal with the same for the benefit of the company.

3. The place within the limits of the province of Quebec, selected as the head office and general place of business of the proposed company, is Montreal, in the district of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock is \$99,000.00.

5. The number of shares to be 990 of \$100 each.

6. The names in full and addresses of each of the applicants are : Archibald W. Stevenson, of the city of Montreal, accountant, Archibald Woods, of the same place, accountant ; William Busby Lambe, of the same place, advocate ; Ernest Bolton, of the same place, financial agent, and Homer Taylor, of the same place, merchant.

7. The petitioners who are all British subjects and all residing in Canada, will be the first directors of the Company.

MORRIS HOLT & GAUDET,

Solicitors for applicants.

Montreal, 29th October, 1902. 3576

Notice is given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the great Seal :

1. The proposed name of the company will be : "The Montreal Chemical Product Company".

2. The purposes for which incorporation is sought are : to work, mine, melt, reduce, manufacture and sell all sorts of chemical products, tar, charcoal, metallic and mineral substances, their compositions and products, and to trade therein, to acquire, buy, lease, hold, under any legal title whatever, all lands, mining rights, timber limits, movables and real estate and rights, water powers and privileges in water powers, buildings, improvements, materials, machines, patent rights, royalties, and to do anything connected with the objects of the company.

3. The principal business place of the said company will be in the city and district of Montreal.

4. The stock will be one hundred thousand dollars, divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

5. The petitioners are: Adolphe Brosseau, manufacturer ; Guillaume Boivin, trader ; Jean Porcheron, trader ; Ephrem Brosseau, gentleman, all four of the city and district of Montreal, and Cuthbert Alphonse Chênevert, advocate, of the town of Berthier, district of Joliette.

6. The petitioners, all subjects of His Majesty, and residing in Canada, will be the first directors of the company.

C. A. CHENEVERT,

Attorney for petitioners.

Montreal, 7th October, 1902. 3548

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 116.

Dans l'affaire de Dame C. Lumkin, hôtelier, de la Côte des Neiges, Faillie.
Avis est par le présent donné que la dite faillie a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, Montréal.

ARTHUR W. WILKS,
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 31 octobre 1902. 3729

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Emilien Cadieux, Failli.
Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, ai été dûment nommé curateur aux biens du dit failli, en date du 30 octobre courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations (s'ils ne l'ont déjà fait), à mon bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

WM. RENAUD,
Curateur.
Montréal, 30 octobre 1902. 3715

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 170.

Henri Cartier, Requérent cession ;
vs

J. Delphis Lacerte, Débiteur.
Je, soussigné, R. O. Gilbert, de Plessisville, donne avis que, le vingt-quatrième jour d'octobre mil neuf cent deux, J. Delphis Lacerte, marchand, de Plessisville, a fait abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau protonotaire de la cour supérieure, pour le district d'Arthabaska.

Daté à Plessisville, ce troisième jour de novembre mil neuf cent deux.

R. O. GILBERT,
Gardien provisoire.
3725

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re (D. Sincennes, jr.), J. Laudes & Cie., Faillis.

Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, ai été dûment nommé curateur aux biens des dits faillis, en date du 31ème jour d'octobre courant.

Les créanciers des dits faillis sont requis de produire leurs réclamations (s'ils ne l'ont déjà fait), à mon bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de 30 jours à compter du présent avis.

WM. RENAUD,
Curateur.
Montréal, 31 octobre 1902. 3719

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 52.

Dans l'affaire de "The Montreal Roofing Company", de Montréal, Faillie.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans la susdite affaire, et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le 25e jour de novembre 1902, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Montréal, 8 novembre 1902. 3761

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 116.

In the matter of Mrs. C. Lumkin, hotel-keeper, Côte des Neiges, Insolvent.
Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors.

ARTHUR W. WILKS,
Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 31st October, 1902. 3730

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Emilien Cadieux, Insolvent.
I, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, have been appointed curator in the estate of said insolvent, in date of 30th of October instant.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims (if they have not done so), at my office, No. 15, Saint James street, within thirty days from the present notice.

WM. RENAUD,
Curator.
Montreal, 30th October, 1902. 3716

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 170.

Henri Cartier, Petitioner for assignment ;
vs

J. Delphis Lacerte, Débiteur.
I, the undersigned, R. O. Gilbert, of Plessisville, do hereby give notice that, on the twenty fourth day of October, 1902, J. Delphis Lacerte, trader, of Plessisville, has made a judicial abandonment of all his properties for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, for the district of Arthabaska.

Dated at Plessisville, this third day of November, one thousand nine hundred and two.

R. O. GILBERT,
Provisional guardian.
3725

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re (D. Sincennes, jr.), J. Laudes & Co., Insolvents.

I, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, have been appointed curator in the estate of said insolvents, in date of 31st day of October instant.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims (if they have not done so), at my office, No. 15, Saint James street, within thirty days from the present notice.

WM. RENAUD,
Curator.
Montreal, 31st October, 1902. 3720

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 52.

In the matter of "The Montreal Roofing Company", of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be open to objection until Tuesday, 25th day of November, 1902, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Montreal, 8th November, 1902. 3762

District d'Arthabaska.—Cour Supérieure.
 Re Thibodeau, Frères & J. O. Legendre,
 Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un bordereau de dividende a été préparé pour les créanciers en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 20 novembre 1902, date à laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

AUGUSTE BOURBEAU,
 Curateur.
 Victoriaville, 28 octobre 1902. 3765

Province de Québec, }
 District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de J. G. Plante, propriétaire de scieries, Saint-Victor de Tring, P. Q., Failli.

Avis public est par le présent donné que, par jugement de la cour, en date du 28 octobre dernier, nous avons été nommés curateurs aux biens du failli sus-nommé, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à nos bureaux sous un mois pour être colloquées.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON.
 41, Bâtisse des tramways.
 Montréal, 8 novembre 1902. 3763

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 108.

In re Dame Maria St. Jean, épouse de feu A. Lanthier, épiciier, 34, rue Lamontagne, Montréal, Faillie ;

et
 Lalonde & Desroches, Réquérants.
 Avis est par les présentes donné que, le vingt et unième jour d'octobre courant, par l'honorable juge Mathieu, J. C. S., j'ai été nommé curateur aux biens de la dite Dame A. Lanthier, cédés le 13 octobre mil neuf cent deux.

Les créanciers devront produire leurs réclamations assermentées, à mon bureau, dans les trente jours de cet avis.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curateur.
 Edifice : New-York Life,
 11, Place d'Armes.
 Montréal, 14 octobre 1902. 3759

Ventes par le Sheriff—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRIES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure — District de Saint-Hyacinthe.
 Arthabaska, à savoir : } **LOUIS WILLIAM**
 No 356. } **L ANTHONY ET AL,**
 Demandeurs ; contre **DAMASE OUMET ET AL,**
 Défendeurs.

Comme appartenant à Damase Frs. Ouimet :
 La moitié indivise d'un emplacement situé en la paroisse de Saint-Eugène de Grantham, et connu comme étant le lot numéro douze cent quatre-vingt-deux (1282), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Eugène de Grantham—avec la moitié des bâcisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Eugène de Grantham, le **DIXIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.
P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Arthabaskaville 4 novembre 1902. 3723
 [Première publication, 8 novembre 1902.]

District of Arthabaska.—Superior Court.
 Re Thibodeau, Frères & J. O. Legendre,
 Insolvents.

Notice is hereby given that a dividend sheet has been prepared for the creditors in this matter, and will be open to objection until the 20th of November, 1902, after which date this dividend will be payable at my office.

AUGUSTE BOURBEAU,
 Curator.
 Victoriaville, 28th October, 1902. 3766

Province of Quebec, }
 District of Beauce. } *Superior Court.*
 In the matter of J. G. Plante, owner of saw mills, Saint Victor de Tring, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that, by judgment of the court, dated the 28th October last, we were appointed curators to the estate of the above named insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month at our offices, to be collocated.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON.
 41, Street Railway Building.
 Montreal, 8th November, 1902. 3764

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 108.

In re Dame Mariè St. Jean, wife of the late A. Lanthier, grocer, 34, Mountain street, Montreal, Insolvent ;

and
 Lalonde & Desroches, Petitioners.
 Notice is hereby given that, on the twenty first day of October instant, by order of the Honorable judge Mathieu, J. S. C., I have been appointed curator to the estate of the said Dame A. Lanthier, assigned on the 13th of October, one thousand nine hundred and two.

Creditors must file their claims at my office, within thirty days from this notice.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curator.
 New York Life Building,
 11, Place d'Armes.
 Montreal, 14th October, 1902. 3760

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
 Arthabaska, to wit : } **LOUIS WILLIAM AN-**
 No. 356. } **THONY ET AL, Plaintiffs ;**
 against **DAMASE OUMET ET AL, Defendants.**

As belonging to Damase Frs. Ouimet :
 The undivided half of an emplacement lying in the parish of Saint Eugène de Grantham, and known as being lot number twelve hundred and eighty two (1282), of official cadastre for the said parish of Saint Eugène de Grantham—with half the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Eugène de Grantham, on the **TENTH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.
P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
 Arthabaskaville, 4th November, 1902. 3724
 [First published, 8th November, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **JAMES REED, Demandeur**,
 No 108. } **contre LOUIS LAVERGNE**, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu John Alexander McVitty, Défendeur.

Un immeuble situé dans le cinquième rang du canton de Leeds, étant les six-septièmes indivis du lot cadastral numéro sept A, dans le dit cinquième rang du canton de Leeds, lequel dit numéro sept A contient environ cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les six-septièmes indivis de toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le ONZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Sherif.
 Arthabaskaville, 5 novembre 1902. 3739
 [Première publication, 8 novembre 1902.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montreal.*

Beauce, à savoir : } **THE CANADA HARDWARE**
 No 212. } **COMPANY, LIMITED,**
 Demanderesse ; contre **DAME REGINA THEBIT ET VIR**, Défendeurs, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Georges, en la seigneurie d'Aubert-Gallion, en la concession Sainte-Anne, contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins ; bornée en front par le trait-quarré entre le premier et le deuxième rangs, en arrière au bout de la dite profondeur, d'un côté, au nord-ouest, par Moïse Poulin, et de l'autre côté, au sud-est, par Charles Poirier, étant le lot numéro trois cent cinquante-sept (357), suivant le cadastre officiel pour la dite paroisse Saint-Georges, comté de Beauce—avec dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, le DIX-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Village Saint-Joseph, Beauce, 13 octobre 1902. 3493.2
 [Première publication, 18 octobre 1902.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.**MANDAT DE CURATEUR.***Cour Supérieure.—District de Bedford.*

Province de Québec, } **DANS l'affaire de ED-**
 District de Bedford, } **WARD C. PERKINS.**
 No 125. } Demandeur ; vs. **EVERET E. PERKINS ET JEDUTHAN L. PERKINS**, Défendeurs ; et **EDWARD C. PERKINS**, Curateur.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **JAMES REED** Plaintiff ;
 No. 108. } **Against LOUIS LAVERGNE**, in his capacity of curator appointed to the vacant estate of the late John Alexander McVitty, Defendant.

A piece of land lying in the fifth range of the township of Leeds, being the undivided six-sevenths of cadastral lot number A, in the said fifth range of the township of Leeds, which said number seven A contains about one hundred acres in superficies, more or less—with the undivided six-sevenths of all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office for the county of Mégantic, at Inverness, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sherif.
 Arthabaskaville, 5th November, 1902. 3740
 [First published, 8th November, 1902.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court.—District of Montreal.*

Beauce, to wit : } **THE CANADA HARDWARE**
 No. 212. } **COMPANY, LIMITED,** Plain-
 tiffs ; against **DAME REGINA THEBIT ET VIR**, Defendants, to wit :

A land situate in the parish of Saint Georges, in the seigniorie of Aubert Gallion, in the Saint Ann concession, containing two arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less ; bounded in front by the division line between the first and second ranges, in rear by the end of the said depth, on one side, to the north west, by Moïse Poulin, and on the other side, to the south east, by Charles Poirier, being lot number three hundred and fifty seven (357), on the official cadastre for the said parish of Saint Georges, county of Beauce—with dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges de la Beauce, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next, at NOON.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sherif.
 Village of Saint Joseph, Beauce, 13th October, 1902. 3494
 [First published, 18th October, 1902.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.**CURATOR'S WARRANT.***Superior Court.—District of Bedford.*

Province of Québec, } **IN the matter of EDWARD**
 District of Bedford, } **C. PERKINS, Plaintiff ;**
 No. 125. } **vs. EVERET E. PER-**
KINS AND JEDUTHAN L. PERKINS, Defen-
 dants ; and **EDWARD C. PERKINS**, Curator.

1° Comme appartenant à Everet E. Perkins : Un morceau de terre de forme irrégulière, formant partie de la partie ouest du lot numéro 9, dans le 6e rang du canton de Potton, dans le comté de Brome and district de Bedford, maintenant connu sur le plan du cadastre comme lot numéro six cent quatre-vingt-huit (688), conformément aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Potton, et étant cette partie du dit lot numéro six cent quatre-vingt-huit (688), restante déduction faite de cette partie d'icelui ci-après décrite dans le numéro trois (3) ci-dessous, formant partie de la propriété du moulin, pour être vendu en un seul lot—avec une maison sus-érigée.

2° Comme appartenant à E. E. et J. L. Perkins, les dits défendeurs : Un morceau de terre de forme irrégulière, formant partie du lot numéro neuf (9), dans le cinquième rang, arpentage primitif, du dit canton de Potton, connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Potton, comme lot numéro cinq cent neuf (509), contenant un dixième d'acre jusqu'au centre de la rivière, un douzième du dit lot étant dans la rivière ; borné à l'ouest par un chemin public.

3° Un morceau de terre de forme irrégulière, formant partie du lot numéro neuf (9), dans le sixième (6e) rang, arpentage primitif du susdit canton de Potton, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Potton, comme lot numéro six cent quatre-vingt-neuf (689), contenant 70/100 d'acre, avec toutes les améliorations faites, aussi un morceau de terre de forme irrégulière, formant partie de la partie ouest du lot numéro neuf (9), dans le sixième (6e) rang du dit canton de Potton, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, sous le numéro six cent quatre-vingt-huit (688), et étant cette partie du dit lot 688 ; borné à l'ouest par la rivière Missisquoi, mesuré comme suit : cette partie du lot 688 située à l'ouest et au nord d'une ligne tirée du côté sud d'icelui vers le nord dans une ligne directe jusqu'à un point 16 pieds vrai ouest du coin sud-ouest de la maison de E. E. Perkins, jusqu'à un point 25 pieds vrai ouest du coin nord-ouest de la dite maison ; de là jusqu'à un point 20 pieds vrai ouest du coin sud-ouest de l'étable du dit E. E. Perkins sur le dit lot ; de là vrai nord 80 pieds de là vrai est jusqu'à la ligne est du dit lot 688—avec toutes les améliorations faites ; et un morceau de terre de forme irrégulière, formant partie du lot numéro 9, dans le cinquième rang, arpentage primitif, du dit canton de Potton, maintenant connu comme lot numéro cinq cent onze (511), suivant les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Potton, les dits lots ne formant qu'une seule propriété avec le pouvoir d'eau et privilèges attachés aux dits lots et l'écluse du moulin et dalles appartenant aux dits lots, à savoir : numéro 689, partie de 688 et lot numéro 511, sauf et excepté certains droits passés par acte à un nommé Oliver Peabody par Horace Stewart *et al.* La propriété ci-dessus en troisième lieu décrite pour être vendue en un seul lot.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cajetan de Mansonville, dans le dit canton de Potton, le VINGTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS S. COTTON,

Bureau du Shérif,* Shérif.
Sweetsburg, 31 octobre 1902. 3737
[Première publication, 8 novembre 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } FRANÇOIS ALIAS FRANK
District de Bedford. } BOMBARDIER, du
No 6987. } village de Dunham, district
de Bedford, forgeron, Demandeur ; contre les meubles et immeubles de JOSEPH LAVERY, du canton de Sutton, dans le dit district, Défendeur.

Cette terre située dans le canton de Dunham, dans le district de Bedford, formant partie des lots quatre, dans les deuxième et troisième rangs du dit

1. As belonging to Everet E. Perkins : A certain piece of land of irregular figure, forming part of the west part of lot number 9, in the 6th range of the township of Potton, in the county of Brome and district of Bedford, now known on the cadastral plan as lot number six hundred and eighty eight (688), according to the official plan and book of reference of the said township of Potton, and being that part of said lot number six hundred and eighty eight (688), remaining after deducting therefrom of that part thereof hereinafter described in following number three (3), hereof part of the mill property to be sold *en bloc*—with a dwelling house thereon erected.

2. As belonging to E. E. and J. L. Perkins, the said defendants : A piece of land of irregular formation, forming part of lot number nine (9), in the fifth range of the primitive survey of the said township of Potton, known on the official plan and book of reference of said township of Potton, as lot number five hundred and nine (509), containing one tenth of an acre to the centre of the river, one twelfth of said lot being in the river, bounded west by a public road.

3. A certain piece of land of irregular shape, forming part of lot number nine (9), in the sixth (6th) range of the primitive survey of the township of Potton aforesaid, and now known on the official plan and book of reference of said township of Potton, as lot number six hundred and eighty nine (689), containing 70/100 of an acre, with all improvements thereon, also a certain piece of land of irregular form, forming part of the west part of lot number nine (9), in the sixth (6th) range, of said township of Potton, and now known on the official plan and book of reference of said township, as number six hundred and eighty eight (688), and being that part of said lot 688 ; bounded on the west by the Missisquoi river, measured as follows : that part of lot 688, which lies west and north of a line drawn from the south side thereof northerly in a direct line through a point 16 feet due west from the south west corner of the dwelling house of E. E. Perkins to a point 25 feet due west from the north west corner of said dwelling house ; thence to a point 20 feet due west from the south west corner of the stable of said E. E. Perkins on said lot ; thence due north 80 feet thence due east to the east line of said lot 688—with all the improvements thereon ; and a piece of land of irregular figure, forming part of lot number 9, in the fifth range of the primitive survey of said township of Potton, and now known as lot number five hundred and eleven (511), according to the official plan and book of reference of said township of Potton, said lots forming but one property with the water power and privileges attached to said lots and the mill dam and flumes belonging to said lots to wit : numbers 689, part of 688 and lot number 511, save and except certain rights deduced to one Oliver Peabody by Horace Stewart *et al.* The property thirdly above described to be sold *en bloc*.

To be sold at the parish church door of Saint Cajetan de Mansonville, in the said township of Potton, on the TWENTIETH day of DECEMBER next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 31st October, 1902. 3738
[First published, 8th November, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Québec, } FRANÇOIS ALIAS FRANK
District of Bedford. } BOMBARDIER, of the
No. 6987. } village of Dunham, district
of Bedford, blacksmith, Plaintiff ; against the goods and lands of JOSEPH LAVERY, of the township of Sutton, in said district, Defendant.

That certain farm situate in the township of Dunham, in the district of Bedford, forming part of lots four, in the second and third ranges of said town-

canton, maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham, sous le numéro cent soixante et dix-neuf (179) et deux cent deux (202), la dite terre contenant cent soixante et quinze (175) acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées. Sauf et excepté un morceau de terre de vingt pieds de largeur sur environ quarante-deux perches de longueur, commençant au coin sud-est du lot numéro trois cent soixante et sept (367) et conduisant au chemin public; borné au nord par la terre de Joseph Lavery, au sud par la terre de John Dimond, à l'ouest par la terre de Peter J. Lavery, à l'est par le dit chemin public, passé par acte par le dit Joseph Lavery à Peter James Lavery, le 3e jour de mai 1887 et enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté de Missisquoi, sous le numéro 30173, Rég. B., Vol. 62, page 609.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Croix, dans le village de Dunham et district de Bedford, le TREIZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 4 novembre 1902. 3757
[Première publication, 8 novembre 1902.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Québec.

Chicoutimi, à savoir : } FRANCOIS GRENON, de la cité de Québec, ancien cultivateur, Demandeur; contre LOUIS GRENON, de Chicoutimi, charretier, Défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Est, de la ville de Chicoutimi, comprenant la partie nord-ouest du lot numéro cent trente-six, du cadastre officiel de la dite ville; borné en front, du côté nord, à une rue (rue Verchères), en profondeur à Pierre Girard, du côté sud-est à la partie sud-est du même numéro cent trente-six, appartenant à Thomas Bouchard ou son représentant, ayant cinquante pieds de front, et de l'autre côté, au nord-ouest, au dit Pierre Girard—avec maison, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du soussigné, au palais de justice, à Chicoutimi, le DIXIÈME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 31 octobre 1902. 3745
[Première publication, 8 novembre 1902.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Chicoutimi, à savoir : } OLIVIER EDOUARD No 653. } GAUVREAU ET JOSEPH EDOUARD BEAUDRY, tous deux de Québec, marchands de gros, faisant affaires en société comme tels, au même lieu, sous les nom et raison de Gauvreau et Beaudry, Demandeurs; contre J. ST. PIERRE & FILS, de Saint-Gédéon, Défendeurs.

Un certain lopin de terre ou emplacement ayant six perches de front sur huit perches de profondeur, situé dans le village de Saint-Gédéon, canton Signai, maintenant connu d'après le cadastre officiel du canton de Signai, comme faisant partie du numéro onze A (11A), du dixième rang du dit canton; borné au nord par le chemin public, à l'est par le représentant de M. Jean St. Pierre, à l'ouest par le

ship, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Dunham, as number one hundred and seventy nine (179) and two hundred and two (202), the said farm containing one hundred and seventy-five (175) acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected. Save and except a piece of land twenty feet in width by about forty two rods in length, commencing at the south east corner of lot number three hundred and sixty seven (367), and leading to the highway; bounded north by land of Joseph Lavery, south by land of John Dimond, west by land of Peter J. Lavery, east by said highway, as deeded by said Joseph Lavery to Peter James Lavery, on 3rd May, 1887 and registered in Missisquoi county registry office under number 30173 Reg. B., Vol. 62, page 609.

To be sold at the parish church door of the parish of Sainte Croix, in the village of Dunham and district of Bedford, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetsburg, 4th November, 1902. 3758
[First published, 8th November, 1902.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Québec.

Chicoutimi, to wit : } FRANCOIS GRENON, of No. 3630. } the city of Québec, formerly farmer, Plaintiff; against LOUIS GRENON, of Chicoutimi, carter, Defendant.

A lot situate in East ward, of the town of Chicoutimi, comprising the north west part of lot number one hundred and thirty six, of the official cadastre of the said town; bounded in front, on the north side, by a street (Verchères street), in depth by Pierre Girard, on the south east side by the same number one hundred and thirty six, belonging to Thomas Bouchard or his representative, measuring fifty feet in front, and on the other side, to the north west, by the said Pierre Girard—with house, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the undersigned, in the court house, at Chicoutimi, on the TENTH day of the month of DECEMBER, at TEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Shérif.
Chicoutimi, 31st October, 1902. 3746
[First published, 8th November, 1902.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Chicoutimi, to wit : } OLIVIER EDOUARD No. 653. } GAUVREAU AND JOSEPH EDOUARD BEAUDRY, both of Québec, wholesale merchants, doing business in partnership as such, at the same place, under the firm of Gauvreau & Beaudry, Plaintiffs; against J. ST. PIERRE & FILS, of Saint Gédéon, Defendants.

A certain lot or parcel of land having six perches in front by eight perches in depth, situate in the village of Saint Gédéon, township Signai, now known on the official cadastre of the township of Signai, as forming part of number eleven A (11A), of the tenth range of the said township; bounded on the north by the public road, on the east by the representative of Mr. Jean St. Pierre, on the west

représentant de Thomas Gauthier, et au sud par le représentant de Jean St. Pierre — avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Gédéon, le NEUVIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,
Bureau du Shérif, Shérif,
Chicoutimi, 31 octobre 1902. 3743
[Première publication, 8 novembre 1902.]

by the representative of Thomas Gauthier, and on the south by the representative of Jean St. Pierre — with the buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Gédéon, on the NINTH day of the month of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,
Sheriff's Office, Sheriff,
Chicoutimi, 31st October, 1902. 3744
[First published, 8th November, 1902.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district de Gaspé, siégeant à New-Carlisle.

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure, No 1342. } L'HONORABLE AL-FRED ARTHUR THIBODEAU ET AUTRES, faisant affaires dans la cité de Québec, comme marchands, sous le nom de Thibodeau, Frères & Compagnie, Demandeurs; contre les terres et tènements de ADOLPHE POIRIER, de la paroisse de Saint-Charles de Caplan, dans le comté de Bonaventure, Défendeur.

Le lot numéro deux cent quarante-neuf (249), du cadastre officiel de la partie sud-est du canton de New-Richmond, étant le numéro cinq (5), de la division primitive de la paroisse de Saint-Charles de Caplan, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé; borné à l'ouest par Jean Louis Poirier, à l'est par Pierre Poirier, le dit lot contenant cinquante-trois (53) acres en superficie—avec une maison, grange et autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles de Caplan, JEUDI, le VINGTIEME jour de NOVEMBRE prochain (1902), à MIDI.

W. M. SHEPPARD,
Bureau du Shérif, Shérif,
New-Carlisle, 8 octobre 1902. 3509.2
[Première publication, 18 octobre 1902.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } SAMUEL BELL, des cité No 1432. } et district de Montréal, gentilhomme, Demandeur; contre les terres et tènements de JOSHUA A. BELL, du même lieu, Défendeur.

Ce morceau de terre situé dans la ville de Westmount, dans le district de Montréal, formant partie du lot primitivement connu aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro 375, et plus particulièrement décrit comme suit:

1° Un lot composé des subdivisions deux A, de la subdivision quarante-quatre, un A, de subdivision quarante-cinq, un A, de la subdivision quarante-six, et un A, de la subdivision qua-

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit court for the district of Gaspé, sitting at New Carlisle.

Canada, Province of Québec, District of Gaspé, County of Bonaventure, No. 1342. } THE HONORABLE ALFRED ARTHUR THIBODEAU AND OTHERS, carrying business in the city of Québec, as merchants, under the name of Thibodeau, Frères & Compagnie, Plaintiffs; against the lands and tenements of ADOLPHE POIRIER, of the parish of Saint Charles de Caplan, in the county of Bonaventure, Defendant.

The lot number two hundred and forty-nine (249), of the official cadastre of the south east part of the township of New Richmond, being the number five (5), of the primitive division of the parish of Saint Charles de Caplan, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé; bounded to the west by Jean Louis Poirier, to the east by Pierre Poirier, the same containing fifty three (53) acres in superficies—with a house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Charles de Caplan, on THURSDAY, the TWENTIETH day of NOVEMBER next (1902), at NOON.

W. M. SHEPPARD,
Sheriff's Office, Sheriff,
New Carlisle, 8th October, 1902. 3510
[First published, 18th October, 1902.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } SAMUEL BELL, of the city No. 1432. } and district of Montreal, gentleman, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSHUA A. BELL, of the same place, Defendant.

That parcel of land situate in the town of Westmount, in the district of Montreal, forming part of the originally known on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, by the number 375, and more particularly described as follows:

1. A lot composed of subdivisions two A, of subdivision forty four, one A, of subdivision forty five, one A, of subdivision forty six, and one A, of subdivision forty seven, of said official lot (375-44-2 A,

rante-sept, du dit lot officiel (375-44-2 A, 375-45-1 A, 375-46-1 A, 375-47-1 A), mesurant vingt-deux pieds quatre pouces de largeur en front, et en arrière à angles droits jusqu'aux lignes de côté du dit lot sur toute la profondeur à partir de la rue Saint-Luc jusqu'à la ruelle en arrière.

2° Un lot composé des subdivisions trois A, de la subdivision quarante-quatre, deux A, de la subdivision quarante-cinq, deux A, de la subdivision quarante-six, deux A, de la subdivision quarante-sept, un B, de la subdivision quarante-quatre, un B, de la subdivision quarante-cinq, un B, de la subdivision quarante-six, et un B, de la subdivision quarante-sept, du dit lot officiel (No 375-44-3 A, 375-45-2 A, 375-46-2 A, 375-47-2 A, 375-44-2 B, 375-45-1 B, 375-46-1 B, 375-47-1 B), mesurant vingt et un pieds quatre pouces de largeur en front, et en arrière à angle droits jusqu'aux lignes de côté du dit lot sur toute la profondeur depuis la rue Saint-Luc jusqu'à la ruelle en arrière—avec la grande maison en pierre et en briques contenant trois logements et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 4 novembre 1902. [Première publication, 8 novembre 1902]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LOUIS PHILIPPE BÉ-
No 12933. } RARD, DONAT BRO-
DEUR et JOSEPH B. BERARD, tous trois
avocats, des cité et district de Montréal, y prati-
quant ensemble sous le nom de Bérard, Brodeur &
Bérard, Demandeurs ; contre les terres et tē-
nements de JEAN BAPTISTE HUBOUX dit DES-
LONGCHAMPS, des cité et district de Montréal,
Défendeur.

1° Les quatre cinquièmes (4/5) indivis dans un lot de terre—et les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sis et situé dans le quartier Saint-Jean Baptiste, dans la cité de Montréal, connu sous le numéro deux cent dix (210), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelaga, sous le numéro un (1) ; borné en front par le Parc Lafontaine, et d'un côté par la rue Durham.

2° Les quatre-cinquièmes (4/5) indivis dans un lot de terre—et les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sis et situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, connu sous le numéro deux cent onze (211), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelaga, sous le numéro un (1) ; borné en front par le Parc Lafontaine.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 4 novembre 1902. [Première publication, 8 novembre 1902]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } SAMUEL BELL, des cité
No 1439. } et district de Montréal,
gentilhomme, JANE BELL, du même lieu, fille
majeure, et JOSHUA A. BELL, du même lieu,
marchand, tous trois en leur qualité d'exécuteurs
testamentaires de feu John Bell, en son vivant de la
dite cité de Montréal, marchand, Demandeurs ; contre
les terres et tēnements de JOSHUA A. BELL, des
cité et district de Montréal, marchand, Défendeur.

375-45-1 A, 375-46-1 A, 375-47-1 A), measuring twenty two feet four inches in width in front, and in rear at right angles to the side lines of said lot by all the depth from Saint Luke street to the lane in rear.

2. A lot composed of subdivisions three A, of subdivision forty four, two A, of subdivision forty five, two A, of subdivision forty six, two A, of subdivision forty seven, two B, of subdivision forty four, one B, of subdivision forty five, one B, of subdivision forty six, and one B, of subdivision forty seven, of said official lot (No. 375-44 3 A, 375-45-2 A, 375-46-2 A, 375-47-2 A, 375-44-2 B, 375-45-1 B, 375-46-1 B, 375-47-1 B), measuring twenty one feet four inches in width in front, and in rear at right angles to the side lines of the said lot by all the depth from Saint Luke street to the lane in rear—with the large stone and brick house containing three flat residences and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 4th November, 1902. [First published, 8th November, 1909]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } LOUIS PHILIPPE BERARD,
No. 12933. } DONAT BRODEUR AND
JOSEPH B. BERARD, all three of the city and
district of Montreal, advocates, and practising there
as such in partnership under the style of Berard,
Brodeur & Berard, Plaintiffs ; against the lands
and tenements of JEAN-BAPTISTE HUBOUX
dit DESLONGCHAMPS, of the city and district
of Montreal, Defendant.

1. The four undivided fifths (4/5) in a lot of land—and the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, situate and being in Saint Jean Baptiste ward, in the city of Montreal, known as number two hundred and ten (210), of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, in the county of Hochelaga, as number one (1) ; bounded in front by Lafontaine Park, and on one side by Durham street.

2. The four undivided fifths (4/5) in a lot of land—and the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, situate and being in Saint Jean Baptiste ward, in the city of Montréal, known as number two hundred and eleven (211), of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, in the county of Hochelaga, as number one (1) ; bounded in front by Lafontaine Park.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the TWELFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 4th November, 1902. [First published, 8th November, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } SAMUEL BELL, of the city
No. 1439. } and district of Montreal,
gentleman, JANE BELL, of the same place, spinster,
of the full age of majority, and JOSHUA A. BELL,
of the same place, merchant, all three in their
quality of executors of the last will and testament
of the late John Bell, in his lifetime of the said city
of Montreal, merchant, Plaintiffs ; against the lands
and tenements of JOSHUA A. BELL, of the city
and district of Montreal, merchant, Defendant.

1° Un morceau de terre situé dans la ville de Westmount, ci-devant Côte Saint-Antoine, dans le district de Montréal, connu et désigné comme lots de subdivision numéros deux cent treize, deux cent quatorze, deux cent quinze, deux cent seize, deux cent dix-sept, deux cent dix-huit et deux cent dix-neuf, sur le plan de subdivision dûment fait et déposé de partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-deux (213, 214, 215, 216, 217, 218, 219 de partie de 282), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec une maison et autres bâtisses sus-érigées.

2° Ces deux lots de terre connus et désignés comme lots de subdivision numéros cent soixante et dix-neuf et cent quatre-vingts, sur le plan de subdivision dûment fait et déposé de partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-deux, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—sans bâtisses.

3° Un lot de terre connu et désigné comme subdivision numéro deux cent deux-huit (202-8), sur le plan de subdivision dûment fait et déposé de partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 4 novembre 1902. [Première publication, 8 novembre 1902.]

Shérif. 3751

1. A parcel of land situate in the town of Westmount, formerly Côte Saint Antoine, in the district of Montreal, known and designated as subdivision lots numbers two hundred and thirteen, two hundred and fourteen, two hundred and fifteen, two hundred and sixteen, two hundred and seventeen, two hundred and eighteen and two hundred and nineteen, on the subdivision plan duly made and filed of part of the lot known and designated by the number two hundred and eighty two, (213, 214, 215, 216, 217, 218, 219 of part 282), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with the dwelling and out buildings thereon erected.

2. Those two lots of land known and designated as subdivision lots numbers one hundred and seventy nine and one hundred and eighty, on the subdivision plan duly made and filed of part of the lot known and designated by the number two hundred and eighty two, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—without buildings.

3. A lot of land known and designated as subdivision number two hundred and two-eight (202-8), on the subdivision plan duly made and filed of part of the lot number two hundred and eighty two, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff Office, Montreal, 4th November, 1902. [First published, 8th November, 1902.]

Sheriff. 3752

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : MOISE CYPRIEN No 8889. BEZNER, commerçant, de la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de PIERRE PILON, de la paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, dit district. Défendeur.

Un lot de terre situé au village de Saint-Polycarpe, dans la paroisse de Saint Polycarpe, faisant partie du lot portant le numéro trois cent soixante et onze (371), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Polycarpe, de la contenance d'un demi arpent de largeur sur la profondeur qu'il y a du chemin public à la rivière à Delisle; borné en fron par le dit chemin public, en arrière par la dite rivière à Delisle, d'un côté, au sud-est, par Antoine Bourbonnais, et de l'autre côté, au nord-ouest, par le résidu du dit numéro trois cent soixante et onze (371)—avec une maison, un moulin à carder la laine, et tous les accessoires, y compris les machines, et autres dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Polycarpe, le VINGTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Montréal, 14 octobre 1902. [Première publication, 18 octobre 1902.]

Député-Shérif. 3503.2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : ZARIE BRODEUR, mé- No. 519. decin, des cité et district de Montréal. Demandeur; contre les terres et tenements de GEORGE S. CUVILLIER, du même lieu, Défendeur :

1° Un quinzième indivis d'un lot de terre situé dans le quartier Est de la cité de Montréal, district de Montréal, étant le numéro cent huit (108), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Est, étant de forme irrégulière, mesurant cent vingt-neuf pieds et trois pouces de largeur sur la rue Saint-Vincent, et contenant 12,207 pieds en superficie, mesure anglaise, et plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Vincent, en profondeur par

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: MOISE CYPRIEN BEZNER, No. 8889. } M trader, of the town of Sainte Anne de Bellevue, district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of PIERRE PILON, of the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, said district, Defendant.

A lot of land situate in the village of Saint Polycarpe, in the parish of Saint Polycarpe, forming part of the lot bearing the number three hundred and seventy one (371), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Polycarpe, containing one half arpent in width by the depth that there may be from the public road to the river Delisle; bounded in front by the said public road, in rear by the said river Delisle, on one side, to the south east, by Antoine Bourbonnais, and on the other side, to the north west, by the residue of said lot number three hundred and seventy one (371)—with a house, a carding mill and all the accessories, including the machines, and other dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Polycarpe, on the TWENTIETH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Montreal, 14th October, 1902. [First published, 18th October, 1902.]

Deputy Sheriff. 3504

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } A ZARIE BRODEUR, phy- No. 519. } sician, of the city and district of Montreal; Plaintiff; against the lands and tenements of GEORGE S. CUVILLIER, of the same place, Defendant.

1. One undivided fifteenth of a lot of land situate in the East ward, of the city of Montreal, district of Montreal, being number one hundred and eight (108), of the official plan and book of reference of the said East ward, being of irregular outline, measuring one hundred and twenty-nine feet three inches in width, on Saint Vincent street, and containing 12,207 feet in area, english measure, and more or less; bounded in front by Saint Vincent

les lots numéros cent sept, cent neuf, cent dix et cent onze (107, 109, 110 et 111), d'un côté par les numéros cent six et cent sept (106 et 107), des dits plan et livre de renvoi officiels et par la rue Sainte-Thérèse, et par l'autre côté par le numéro cent douze (112), des dits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses y érigées.

2° Un quarante-cinquième indivis dans un lot de terre de figure irrégulière, situé dans le quartier Centre, de la cité de Montréal, district de Montréal, étant le numéro soixante et deux (62), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Centre, mesurant seize cent quatre-vingt-huit pieds en superficie, mesure anglaise, et plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Paul, en profondeur par le numéro soixante et un, des dits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté par la rue Saint-Jean-Baptiste, et de l'autre côté par le lot numéro soixante et trois, des dits plans—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,
Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 15 octobre 1902. 3531.2
[Première publication, 18 octobre 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALEXANDER M. FOSTER,
No 515. } A écuier, des cité et district
de Montréal, Demandeur; contre les terres et tènements de CATHERINE HANLEY, du même lieu, veuve de feu Daniel Harvey, en son vivant du même lieu, en sa qualité de tutrice duement nommée à ses enfants mineurs, Mary Catherine Harvey, Annie Harvey et Ethel Harvey, issues de son mariage avec le dit Daniel Harvey, Défenderesse par reprise d'instance, dans laquelle cause Thomas Harvey, maçon, de la dite cité de Montréal, était défendeur.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse *es-qualité par reprise d'instance*, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné comme lot numéro mille soixante et dix-sept (1077), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la dite cité de Montréal; borné en front par la rue Visitation—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,
Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 15 octobre 1902. 3533.2
[Première publication, 18 octobre 1902.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
No 856. } L contre F. X. LEMIEUX,
de la cité de Québec, dans le district de Québec, à savoir:

Le lot No 2644 (deux mille six cent quarante-quatre), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Des Jardins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à

street, in depth by lots numbers one hundred and seven, one hundred and nine, one hundred and ten and one hundred and eleven (107, 109, 110 and 111), on one side by numbers one hundred and six and one hundred and seven (106 and 107), of the said official plan and book of reference and by Sainte Thésèse street, and on the other side by number one hundred and twelve (112), of the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

2. One undivided forty fifth in a lot of land of irregular outline, situate in the Centre ward, of the city of Montreal, district of Montreal, being number sixty two (62), of the official plan and book of reference of the said Centre ward, measuring sixteen hundred and eighty eight feet in area, english measure, and more or less; bounded in front by Saint Paul street, in depth by number sixty one, of the said official plan and book of reference, on one side by Saint Jean Baptiste street, and on the other side by lot number sixty three, of the said plans—together with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,
Sheriff's Office, Deputy sheriff,
Montreal, 15th October, 1902. 3532
[First published, 18th October, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montréal, to wit: } ALEXANDER M. FOSTER,
No. 515. } A of the city and district of
Montreal, esquire, Plaintiff; against the lands and tenements of CATHERINE HANLEY, of the same place, widow of the late Daniel Harvey, in his lifetime of the same place, in her quality of tutrix duly named and appointed to her minor children Mary Catherine Harvey, Annie Harvey and Ethel Harvey, issue of her marriage with the said Daniel Harvey, Defendant *par reprise d'instance*, in which case Thomas Harvey, of the said city of Montreal, stone mason, was defendant.

Seized as belonging to the said defendant *es-qualité par reprise d'instance*, the following immoveable, to wit:

A lot of land situate in the city of Montreal, known and designated as lot number one thousand and seventy seven (1077), on the official plan and in the book of reference of Saint James ward, of the said city of Montreal; bounded in front by Visitation street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,
Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 15th October, 1902. 3534
[First published, 18th October, 1902.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 856. } T against F. X. LEMIEUX,
of the city of Quebec, in the district of Quebec, to wit:

Lot No 2644 (two thousand six hundred and forty four), of the official cadastre for Saint Louis ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Garden street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a constituted

une rente constituée de \$2 02, payable aux Ursulines de Québec, le 29 septembre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT ET UNIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 15 octobre 1902. Shérif. 3507-2
[Première publication, 18 octobre 1902.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;
No 1671. } L contre JOSEPH DES-
JARDINS, de la cité de Québec, dans le district de Québec, à savoir :

Le lot No 146 (cent quarante-six), de la subdivision du lot No 2098 (deux mille quatre-vingt-dix-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Carillon—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$14.00, payable le premier août à la succession Renaud, de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 23 octobre 1902. Shérif. 3623-2
[Première publication, 25 octobre 1902.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;
No 2311. } L contre un INCONNU, à savoir :

Le lot No 407 (quatre cent sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé rue Châteauguay—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle constituée de \$6.00, payable à la communauté des Religieuses de l'Hôpital Général de Québec, le 29 septembre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 23 octobre 1902. Shérif. 3625-2
[Première publication, 25 octobre 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DANS une cause où La
No 1882. } Société de Construction
Permanente de Québec, corps politique et incorporé, ayant son établissement en la cité de Québec, était Demanderesse ; et Dame Delvina Ferland, épouse séparée quant aux biens par contrat de mariage de Paul Simard, de la cité de Québec, tailleur, et ce dernier mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse, étaient Défendeurs, la dite Demanderesse, LA SOCIETE DE CONSTRUCTION PERMANENTE DE QUEBEC ; contre la dite DAME DELVINA FERLAND, à savoir :

La partie ouest du lot No 267 (deux cent soixante-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Valier, de 34 pieds de front, ayant une profondeur de 70 pieds du côté ouest et 60 pieds du côté est ; borné au nord à la rue Saint-Valier, au sud à la profondeur, à l'est aux représentants du docteur Gingras, et à l'ouest par les représentants Saucier—avec les bâtisses dessus construites, aussi un droit de passage au nord-est de la maison existant sur l'autre partie du dit lot, circonstances et dépendances. A la charge d'une rente foncière annuelle de \$4.00 payable, à l'Hôpital-Général de Québec, et aussi à la charge d'un bail d'un magasin et d'un logement privé dans la maison sus dite, en faveur de Alfred Morissette, le dit bail expirant le 30 avril 1906 ; loyer mensuel de \$18.00.

rent of \$2.02, payable to the Ursulines of Quebec, on the 29th of September.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 15th October, 1902. Sheriff. 3508
[First published, 18th October, 1902.]

FIERI FACIAS

Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 1671. } L against JOSEPH DES-
JARDINS, of the city of Quebec, in the district of Québec, to wit :

Lot No. 146 (one hundred and forty six), of the subdivision of lot No. 2098 (two thousand and ninety eight), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Carillon street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$14.00, payable to the Renaud estate, of Québec, on the first of August.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 23rd October, 1902. Sheriff. 3624
[First published, 25th October, 1902.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 2311. } L against A PARTY UN-
KNOWN, to wit :

Lot No. 407 (four hundred and seven), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Châteauguay street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a constituted yearly rent of \$6 00, payable to the Community of the Nuns of the General Hospital of Québec, on the 29th of September.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 23rd October, 1902. Sheriff. 3626
[First published, 25th October, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } IN a suit in which The Quebec
No. 1882. } Permanent Building Society, a body politic and corporate, having its office in the city of Québec, was Plaintiff ; and Dame Delvina Ferland, wife separated as to property by marriage contract of Paul Simard, of the city of Québec, tailor, and the latter a party therunto to authorize and assist his said wife, were Defendants, the said Plaintiff, THE QUEBEC PERMANENT BUILDING SOCIETY ; against the said DAME DELVINA FERLAND, to wit :

The west part of lot No. 267 (two hundred and sixty seven), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Saint Valier street, of 34 feet in front, having a depth of 70 feet on the west side and 60 feet on the east side ; bounded on the north by Saint Valier street, on the south by the depth, on the east by the representatives of doctor Gingras, and on the west by the representatives Saucier—with the buildings thereon erected, also a right of passage to the north east of the house built on the other part of the said lot, circumstances and dependencies. Subject to the charge of a yearly ground rent of \$4.00, payable to the Quebec General Hospital, and also to the charge of the lease of a shop and private dwelling in the said house, in favor of Alfred Morissette, said lease expiring on the 30th of April, 1906 ; monthly rent \$1⁰⁰.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELEIR

Bureau du Shérif, Québec, 23 octobre 1902. [Première publication, 25 octobre 1902.]

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELEIR,

Sheriff's office, Québec, 23rd October, 1902. [First published, 25th October, 1902.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } ALLAN WRIGHT No 96. } A GIARD, Demandeur ; contre GELASE LEFEBVRE, Défendeur.

Ces morceaux ou lots de terre situés dans le huitième rang du canton de Ditton, dans le district de Saint-François, connus et désignés sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Ditton, comme lots numéros cinq cent soixante et dix-sept (No 577), cinq cent soixante et dix-huit (No 578), cinq cent soixante et dix-huit A (No 578 A) et cinq cent soixante et dix-neuf (No 579), dans le dit rang—avec les appartenances appartenant à chacun des dits lots de terre.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Pierre de Ditton, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 5 novembre 1902. [Première publication, 8 novembre 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Circuit Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } ALLAN WRIGHT No. 96. } A GIARD, Plaintiff ; against GELASE LEFEBVRE, Defendant.

Those certain pieces or lots of land situate in the eighth range of the township of Ditton, in the district of Saint Francis, known and designated in the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Ditton, as lots numbers five hundred and seventy seven (No. 577), five hundred and seventy eight (No. 578), five hundred and seventy eight A (No. 578 A), and five hundred and seventy nine (No. 579), in said range—with the appurtenances belonging to each of the said lots of land.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint Pierre de Ditton, on the NINTH day of DECEMBER next, at ELEVENTH of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Sherbrooke, 5th November, 1902. [First published, 8th November, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } DAME ELLEN M. No 597. } PENNOYER ET VIR, Demandeurs ; contre JOHN MITCHELL ET AL, Défendeurs.

Un morceau de terre situé dans le premier rang du canton de Brompton, dans le comté de Richmond, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Brompton, comme lot numéro trois B (No 3 B), dans le premier rang—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François-Xavier de Brompton, le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 15 octobre 1902. [Première publication, 18 octobre 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } DAME ELLEN M. No. 597. } PENNOYER ET VIR, Plaintiffs ; against JOHN MITCHELL ET AL, Defendants.

A piece of land situate in the first range of the township of Brompton, in the county of Richmond, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Brompton, as the lot number three B (No. 3 B), in the first range—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint François Xavier de Brompton, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 15th October, 1902. [First published, 18th October, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit pour le district de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } CHARLES KING, No 800. } Demandeur ; contre PETER LEFORT, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, connu comme le lot crusher lot, étant partie du lot numéro trois, dans le treizième rang du dit canton d'Ascot, contenant dix-huit acres, plus ou moins ; et borné au sud par le chemin public et la réserve pour un chemin entre le lot crusher lot et William Gauthier, à l'ouest par la terre de William Morris, et au nord-est par le ruisseau Galconda—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

FIERIE FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court, for the District of Saint-François.

Saint Francis, to wit : } CHARLES KING, Plaintiff ; against PETER LEFORT, Defendant.

A piece of land situate in the township of Ascot, in the district of Saint Francis, known as the crusher lot, being part of lot number three, in the thirteenth range of the said township of Ascot, containing eighteen acres, more or less, and bounded on the south by the high road and the the reserve for a road between the crusher lot and William Gauthier, on the west by the land of William Morris, and on the north east by the Galconda brook—with the buildings and improvements thereon erected and made.

Pour être venu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Roch d'Orford, le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 15 octobre 1902. 3515.2
[Première publication, 18 octobre 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } DAME EUGENIE
No 636. } D PELLETIER, De-
manderesse ; contre THEODORE CHEVALIER, Défendeur.

Ces certaines étendues de terre situées dans le premier rang du canton de Stoke, dans le comté de Richmond, connues et désignées sur le plan cadastral et livre de renvoi officiels du dit canton de Stoke, comme les lots numéros neuf D (No 9 D), neuf H (No 9 H) et neuf F (No 9 F), dans le premier rang—avec les bâtisses dessus érigées et améliorations faites.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint Praxède de Brompton, le VINGTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 15 octobre 1902. 3517-2
[Première publication, 18 octobre 1902.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.
District de Montréal, savoir : } O NESIME N.
No 192. } FRECHETTE,
Demandeur ; vs. L. G. MARIER, Défendeur, savoir :

Un terrain contenant soixante et six pieds de front sur cent dix pieds de profondeur ; tenant en front à une rue, en profondeur à Isaïe Ouellette, d'un côté la rue Principale, et de l'autre côté à veuve Honoré Beauchamp—avec maisons et autres bâtisses y érigées, et faisant partie du numéro cinquante-trois (53), du quatrième rang du canton Beresford, au plan et livre de renvoi officiel de Sainte-Agathe des Monts, district de Terrebonne.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Sainte-Agathe des Monts, dit district, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 4 novembre 1902. 3741
[Première publication, 8 novembre 1902.]

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint Roch Orford, on the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 15th October, 1902. 3516
[First published, 18th October, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } DAME EUGENIE PEL-
No. 636. } LETIER, Plaintiff ;
against THEODORE CHEVALIER, Defendant.

Those certain pieces of land situated in the first range of the township of Stoke, in the county of Richmond, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Stoke, as the lots numbers nine D (No. 9 D), nine H (No. 9 H) and nine F (No. 9 F), in the first range—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint Praxède of Brompton, on the TWENTIETH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 15th October, 1902. 3518
[First published, 18th October, 1902.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.
District of Montreal, to wit : } O NESIME N.
No. 192. } FRECHETTE,
Plaintiff ; vs. L. G. MARIER, Defendant, to wit :

A land containing sixty six feet in front by one hundred and ten feet in depth ; bounded in front by a street, in depth by Isaïe Ouellette, on one side by a street called Principal street, and on the other side by the widow Honoré Beauchamp—with houses and other buildings thereon erected, and forming part of number fifty three (53), of the fourth range of the township Beresford, on the official plan and book of reference of Sainte Agathe des Monts, district of Terrebonne.

To be sold at the church door of the catholic church of the village of Sainte Agathe des Monts, said district, on the NINTH day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 4th November, 1902. 3742
[First published, 8th November, 1902.]

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 7 novembre 1902.

Présent : le LIEUTENANT GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Daveluyville, dans le comté d'Arthabaska, le cinquième jour de mai 1902, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de Daveluyville, dans le comté d'Arthabaska, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

(Signé) GUSTAVE GRENIER

3791

Gréffier du Conseil Exécutif.

Demande à la Législature

AVIS

Avis est par le présent donné que Mesdames Eleonore Potvin, en religion sœur Marie Zita de Jésus ; Sophie Chauvin, en religion sœur Marie Delphine ; Amanda Ricard, en religion sœur Marie de la Croix ; Anna Robert, en religion sœur Marie Antoine, et Philomène Langlois, en religion sœur Marie Bernard, toutes de la cité de Hull, dans le comté d'Ottawa, et actuellement membres de la communauté dite "La Congrégation des Servantes de Jésus-Marie," demanderont à la législature de Québec, durant sa prochaine session, à être constituées en corporation civile, sous le nom de "La Congrégation des Servantes de Jésus-Marie"; le but des membres de la dite congrégation à être ainsi incorporée, étant entr'autres objets, de se livrer en commun aux œuvres de p'été, de miséricordes et de charité, que peut comporter la vie contemplative qu'elles mènent, avec le pouvoir d'établir dans cette province des noviciats, maisons, couvents, établissements et monastères, et d'acquérir à ses fins des biens meubles et immeubles, et généralement gérer et administrer leurs affaires sous tel nom corporatif.

FORAN & CHAMPAGNE,

Procureurs des requérantes.

Hull, 5 novembre 1902.

3773

Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "John D. Duncan Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est sollicitée, sont : d'acheter les affaires présente-

Government Notice

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 7th November, 1902.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Daveluyville, in the county of Arthabaska, on the fifth day of May, 1902, it hath been shewn to the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Daveluyville, in the county of Arthabaska, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

(Signed) GUSTAVE GRENIER,

3792

Clerk of the Executive Council.

Application to the Legislature

NOTICE

Notice is hereby given that Dames Eleonore Potvin, *en religion* Sr. Marie Zita de Jésus ; Sophie Chauvin, *en religion* Sr. Marie Delphine ; Amanda Ricard, *en religion* Sr. Marie de la Croix ; Anna Robert, *en religion* Sr. Marie Antoine, et Philomène Langlois, *en religion* Sr. Marie Bernard, all of the city of Hull, in the county of Ottawa, and presently members of the community known as "La Congrégation des Servantes de Jésus Marie", will apply to the Quebec legislature, at its next session, to be incorporated civilly, under the name of "La Congrégation des Servantes de Jésus Marie"; the object of the members of the said congregation to be so incorporated, being amongst others to practice in common such works of piety, mercy and charity, as may be suitable to the contemplative lives, which they lead, with power to establish in this province houses for novices, convents, establishments and monasteries and for such purposes to acquire real and personal property and generally to transact and administer their affairs under such corporative name.

FORAN & CHAMPAGNE,

Attorneys for petitioners.

Hull, 5th November, 1902.

3774

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, within a month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant-Gouverneur in council, for letters patent under the joint stock companies' incorporation act, constituting the petitioners and all other persons who may become shareholders in the projected company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set forth, namely :

1. The proposed name of the company will be John D. Duncan, Company.

2. The objects for which incorporation is sought are : to acquire the business now carried on in

ment conduites à Montréal, sous les nom et raison de John D. Duncan, par quelques-uns des soussignés, en société, comme laitiers : de vendre du lait, stérilisé ou non stérilisé, la crème et les autres produits de la ferme.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social sera de vingt-cinq mille piastres, divisé en deux cent cinquante parts de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants, sont comme suit : John Donaldson Duncan, de la cité de Montréal, laitier, Dame Mary McKell, son épouse ; William Henry Trenholme, de la ville de Westmount, laitier ; Norman William Lyster, de la cité de Montréal, laitier ; et Mlle Rose Doyle, de la cité de Montréal, teneur de livres, et tous sujets de Sa Majesté.

6° John Donaldson Duncan, Norman William Lyster et William Henry Trenholme, seront les premiers directeurs de la compagnie.

W. DE M. & H. M. MARLER,
Notaires.

Procureurs pour les requérants.

Montréal, 5 novembre 1902. 3781

partnership at Montreal, by some of the undersigned, under the name of John D. Duncan as milk dealers ; to deal in milk, sterilized and otherwise, cream and other farm products.

3. The chief place of business of the company will be in the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock will be twenty five thousand dollars, divided into two hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

5. The name in full, residence and occupation of the petitioners are as follows : John Donaldson Duncan, of Montreal, milk dealer ; Dame Mary McKell, his wife ; William Henry Trenholme, of Westmount, milk dealer ; Norman William Lyster, of Montreal, milk dealer ; and Miss Rose Doyle, of the same place, book-keeper, and all British subjects.

6. John Donaldson Duncan, Norman William Lyster and William Henry Trenholme, are to be the provisional directors.

W. DE M. & H. M. MARLER,
Notaries.

Attorneys for the applicants.

Montréal, 5th November, 1902. 3782

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 458.

Avis est par le présent donné que Alfred Alphonse Allard et Téléphore Arthur Allard, tous deux de Québec, confiseurs, et y faisant affaires sous la raison sociale de "Allard & Allard", ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 7 novembre 1902, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

A. FAUCHER,
Gardien provisoire.

Bureau : 119, rue Saint-Pierre.
Québec, 7 novembre 1902. 3789

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Jude Talbot, "Jude Talbot & Fils," Sainte-Eulalie, Qué., Failli.

Avis est donné que le quatrième jour de novembre 1902, les soussignés ont été nommés, par une ordonnance de la cour, curateurs aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Curateurs conjoints.

2, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 6 novembre 1902. 3779

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 115.

Dans l'affaire de Edgar M. Lovelace, (Henderson & Lovelace), de Montréal, Q., Failli.

Avis est par le présent donné que, le 6e jour de novembre 1902, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli, sont requises de les produire devant nous, attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 6 novembre 1902. 3787

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 458.

Notice is hereby given that Alfred Alphonse Allard and Téléphore Arthur Allard, both of Quebec, confectioners, and doing business under the name of "Allard & Allard", have, on the 7th November, 1902, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

A. FAUCHER,
Provisional guardian.

Office : 119, Saint Peter street.
Quebec, 7th November, 1902. 3790

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Jude Talbot, "Jude Talbot & Fils," Sainte-Eulalie, Que., Insolvent.

Notice is given that, by order of the court, on the 4th of November, 1902, the undersigned have been appointed curators to the estate of the said insolvent, who has made an assignment for the benefit of his creditors.

Claims, duly attested, must be filed at my office within thirty days from this notice.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Joint curators.

2, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 6th November, 1902. 3780

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 115.

In the matter of Edgar M. Lovelace, (Henderson & Lovelace), of Montreal, Q., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 6th day of November, 1902, by order of this court, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, attested under oath, within thirty days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 6th November, 1902. 3788

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
McCall, Shelyn & Cie, Requérauts ;

et
Dame Camille Croteau, épouse de Joseph Joncas et
le dit Joseph Joncas, personnellement, de Saint-
Romuald, comté de Lévis, Faillis.
Je, soussigné, donne avis que le sixième jour de
novembre 1902, les sus-nommés ont fait un abandon
de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers,
au bureau du protonotaire de la cour supérieure,
à Québec.

ALFRED LEMIEUX,
Gardien provisoire.

Lévis, 6 novembre 1902. 3775

Dans l'affaire de George Beaupré, Québec,
Failli.

Avis est par le présent donné que George Beau-
pré, commerçant, de Québec, a, le 4 novembre 1902,
fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses
créanciers, au bureau du protonotaire de la cour
supérieure, pour le district de Québec

GEORGE DARVEAU,
Gardien provisoire.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 6 novembre 1902. 3783

Dans l'affaire de D. Arcand, Québec,
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier Bordereau de dividende a été préparé en
cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 26
novembre 1902, après laquelle date ce dividende
sera payable à mon bureau.

GEORGE DARVEAU,
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 8 novembre 1902. 3785

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 45.

ANNONCEURS : — *Avis aux* : — Concernant avis, etc.,
1827.

AVIS : — Emission de police : — Cie d'assurance mu-
tuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-
Angélique, 1839 ; Ordonnances pour fermeture
de routes : — Saint-Célestin, comté de Nicolet,
1831 ; Saint-Félix de Valois, comté de Joliette,
1830 ; Requête aux fins d'obtenir une ordon-
nance d'enregistrer vente, etc., 1839.

AVIS DE CANCELLATION : — *Cantons de* : — Amherst,
1828 ; Armagh, 1830 ; Batiscan (seigneurie),
1829 ; Bois, 1829 ; Caron, 1829 ; Cox, 1830 ;
Cranbourne, 1829 ; Fleuriau, 1830 ; Fournier,
1830 ; Garnau, 1830 ; Hope, 1830 ; Langevin,
1830 ; Malherbe, 1829 ; Metgermette, 1829 ;
Normandin, 1829 ; Parent, 1829 ; Patton, 1830 ;
Rolette, 1830 ; Stratford, 1829 ; Tadoussac,
1829 ; Ware, 1830 ; Wolfe, 1828.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — *Avis au sujet des* : — Assem-
blée législative, 1833 ; Conseil législatif, 1832.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Admettre Geo.
Côté à la pratique de la médecine, 1836 ; La
Congrégation des Servantes de Jésus-Marie,
1855 ; Les Frères Mineurs Capucins de Qué-
bec, 1836 ; Montreal Stock Yards Coy, 1836 ;
Pour autoriser le bureau des commissaires
d'écoles de la cité de Sherbrooke à emprunter
une somme, 1836 ; Pour incorporer en ville le
village d'Arthabaskaville, 1836 ; The Sher-
brooke Gas and Water Co., 1836.

DÉPENSES D'ÉLECTION : — Etat des : — Geo. H. St.
Pierre, district électoral de Stanstead, 1838.

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
McCall, Shelyn & Co., Petitioners ;

and
Mrs. Camille Croteau, wife of Joseph Joncas, and
the said Joseph Joncas, personally, of Saint
Romuald, county of Lévis, Insolvents.

I, undersigned, give notice that on the sixth day
of November, 1902, the above named insolvents
have made an assignment of their property for the
benefit of their creditors, at the office of the pro-
thonotary of the superior court, at Québec.

ALFRED LEMIEUX,
Provisional guardian.

Levis, 6th November, 1902. 3776

In the matter of George Beaupré, Québec,
Insolvent.

Notice is hereby given that George Beaupré, of
Québec, trader, did, on the 4th of November,
1902, make a judicial abandonment of his property
for the benefit of his creditors, at the prothonotary's
office of the superior court for the district of Québec.

GEORGE DARVEAU,
Provisional guardian.

Office : 244, Saint Joseph street.
Québec, 6th November, 1902. 3784

In the matter of D. Arcand, Québec,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared in this matter,
and will be open to objection until the 26th of
November, 1902, after which date this dividend will
be payable at my office.

GEORGE DARVEAU,
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
Québec, 8th November, 1902. 3786

Index of the Quebec Official Gazette, No. 45.

ADVERTISERS : — *Notice to* : — Respecting notices, &c.,
1828.

NOTICES : — Polices issued : — Mutual fire insurance
of the parish of Sainte Angélique, 1939 ; Orders
to close roads : — Saint Célestin, county of
Nicolet, 1831 ; Saint Félix de Valois, county
of Joliette, 1830 ; A petition for the purposes
of obtaining an order to register a sale, &c.,
1830.

NOTICES OF CANCELLATION : — *Townships of* : —
Amherst, 1828 ; Armagh, 1830 ; Batiscan
(seigniorie), 1829 ; Bois, 1829 ; Caron, 1829 ;
Cox, 1830 ; Cranbourne, 1829 ; Fleuriau, 1830 ;
Fournier, 1830 ; Garnau, 1830 ; Hope, 1830 ;
Langevin, 1830 ; Malherbe, 1829 ; Metgermette,
1829 ; Normandin, 1829 ; Parent, 1829 ; Pat-
ton, 1830 ; Rolette, 1830 ; Stratford, 1829 ;
Tadoussac, 1829 ; Ware, 1830 ; Wolfe, 1828.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — *Notices Respecting the* : —
Legislative Assembly, 1833 ; Legislative Council,
1832.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — To admit
Geo. Côté to practice as physician, 1836 ; La
Congrégation des Servantes de Jésus Marie,
1855 ; " Les Frères Mineurs Capucins de
Québec ", 1836 ; Montreal Stock Yards Coy,
1836 ; To authorize the board of school com-
missioners of the city of Sherbrooke to borrow
money, 1836 ; To incorporate as town the
village of Arthabaskaville, 1836 ; The Sher-
brooke Gas and Water Co., 1836.

ELECTION EXPENSES : — Statement of : — Geo. H. St.
Pierre, electoral district of Stanstead, 1838.

FAILLIS :—Allard & Allard, 1856 ; Arcand, 1857 ; Beaupré, 1857 ; Cadieux, 1843 ; Dme Croteau *et vir*, 1857 ; Lacerte, 1843 ; Laudes & Cie, 1843 ; Legendre, 1844 ; Lovelace, 1856 ; Lumkin, 1843 ; Plante, 1844 ; Talbot, 1856 ; The Montreal Roofing Coy, 1843.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—La Cie Electrique de Lorette, 1841 ; La Cie minière des Cantons de l'Est, 1839 ; La Fonderie de Victoriaville, 1840 ; John D. Duncan Coy, 1855 ; The Bellevue Land Coy, 1842 ; The Hart Manufacturing Coy, 1841 ; The Montreal Chemical Product Coy, 1842 ; The Victoriaville Furniture Coy, 1840.

LETTRES PATENTES ÉMISSES :—John Fenderson & Co., 1831.

MINUTES DE NOTAIRES. DEMANDE DE TRANSFERT :—De Z. Nepveu à N. Fauteux, 1803.

MUNICIPALITÉ :—Demande accordée de publier dans une seule langue :—Village de Daveluy, comté d'Arthabaska, 1855.

NOMINATIONS :—*Greffier, cour de magistrat* :—Comté de Richmond, 1827.
Percepteur du revenu :—District de Témiscouata, 1827.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1827.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Amyot vs Lebrun, 1837 ; Auger vs Lemoine, Benoit vs Lamarre, 1837 ; Boulerice vs Gatien, 1838 ; Gosselin vs Dickner, 1808 ; Joseph vs Greenspoon, 1837 ; Moraglia vs Ravaux, 1837 ; Riopel vs Demers, 1887.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Pigeon vs Dupré, 1838.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :—Anthony *et al* vs Ouimet *et al*, 1844 ; Reed vs Lavergne *ès-qual*, 1845.

BEAUCE :—The Canada Hardware Coy vs Dme Thebit *et vir*, 1845.

BEDFORD :—Bombardier vs Lavery, 1846 ; Perkins vs Perkins *et al*, 1845.

CHICOUTIMI :—Gauvreau *et al* vs St Pierre & Fils, 1847 ; Grenon vs Grenon, 1847.

GASPE :—Thibodeau *et al* vs Poirier, 1848.

MONTREAL :—Bell vs Bell, 1848 ; Bell *et al* vs Bell, 1849 ; Berard *et al* vs Deslonchamps, 1849 ; Bezner vs Pilon, 1850 ; Brodeur vs Cuvillier, 1850 ; Foster vs Dme Hanley, 1851.

QUÉBEC :—La cité de Québec vs Desjardins, 1852 ; La cité de Québec vs inconnu, 1852 ; La cité de Québec vs Lemieux, 1851 ; La Société de Construction Permanente de Québec vs Dme Ferland, 1852.

SAINT-FRANÇOIS :—Dme Pelletier vs Chevalier, 1854 ; Dme Pennoyer *et vir* vs Mitchell *et al*, 1853 ; Giard vs Lefebvre, 1853 ; King vs Lefort, 1853.

TERREBONNE :—Frechette vs Marier, 1854.

TROIS-RIVIÈRES :—Lacroix vs Jolicœur, 1854.

QUÉBEC :—Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

INSOLVENTS :—Allard & Allard, 1855 ; Arcand, 1857 ; Beaupré, 1857 ; Cadieux, 1843 ; Dme Croteau *et vir*, 1857 ; Lacerte, 1843 ; Laudes & Cie, 1843 ; Legendre, 1844 ; Lovelace, 1856 ; Lumkin, 1843 ; Plante, 1844 ; Talbot, 1856 ; The Montreal Roofing Coy, 1843.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—La Cie Electrique de Lorette, 1841 ; La Cie minière des Cantons de l'Est, 1839 ; La Fonderie de Victoriaville, 1840 ; John D. Duncan Coy, 1855 ; The Bellevue Land Coy, 1842 ; The Hart Manufacturing Coy, 1841 ; The Montreal Chemical Product Coy, 1842 ; The Victoriaville Furniture Coy, 1840.

LETTERS PATENT ISSUED :—John Fenderson & Co., 1831.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR :—From Z. Nepveu to N. Fauteux, 1803.

MUNICIPALITY :—Authorized to publish in one language :—Village de Daveluy, county of Arthabaska, 1855.

APPOINTMENTS :—*Clerk, magistrate's court* :—County of Richmond, 1827.
Collector of inland revenue :—District of Témiscouata, 1827.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1827.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Amyot vs Lebrun, 1837 ; Auger vs Lemoine, 1838 ; Benoit vs Lamarre, 1837 ; Boulerice vs Gatien, 1838 ; Gosselin vs Dickner, 1088 ; Joseph vs Greenspoon, 1837 ; Moraglia vs Ravaux, 1837 ; Riopel vs Demers, 1837.

SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dme Pigeon vs Dupré, 1838.

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA :—Anthony *et al* vs Ouimet *et al*, 1844 ; Reed vs Lavergne *ès-qual*, 1845.

BEAUCE :—The Canada Hardware Coy vs Dme Thebit *et vir*, 1844.

BEDFORD :—Bombardier vs Lavery, 1846 ; Perkins vs Perkins *et al*, 1845.

CHICOUTIMI :—Garneau *et al* vs St. Pierre & Fils, 1847 ; Grenon vs Grenon, 1847.

GASPÉ :—Thibodeau *et al* vs Poirier, 1848.

MONTREAL :—Bell vs Bell, 1848 ; Bell *et al* vs Bell, 1849 ; Berard *et al* vs Deslonchamps, 1849 ; Bezner vs Pilon, 1850 ; Brodeur vs Cuvillier, 1850 ; Foster vs Dme Hanley, 1851.

QUEBEC :—The city of Quebec vs Desjardins, 1852 ; The city of Quebec vs unknown, 1852 ; The city of Quebec vs Lemieux, 1851 ; The Quebec Permanent Building Society vs Dme Ferland, 1852.

SAINT FRANCIS :—Dme Pelletier vs Chevalier, 1854 ; Dme Pennoyer *et vir* vs Mitchell *et al*, 1853 ; Giard vs Lefebvre, 1853 ; King vs Lefort, 1853.

TERREBONNE :—Frechette vs Marier, 1854.

THREE RIVERS :—Lacroix vs Jolicœur, 1854.

QUÉBEC :—Printed by CHARLES PAGEAU, Printer to His Most Excellent Majesty the King.